

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2034

11 août 2015

SOMMAIRE

Alpha Real Estate (Luxembourg) S.à r.l.	97632	GADD & Cie Luxembourg SA	97594
Aquice	97596	Galaxy Worldwide Holdings S.à r.l.	97621
Arre S.à r.l.	97630	Heerema Transport Finance (Luxembourg) II S.A.	97614
AYR Ventures S.A.	97615	IDEPA Investissements S.A.	97587
Boulevard Properties S.à r.l.	97594	ILReS S.A.	97587
BTC Tres S.à r.l.	97598	International Trading and Investments Hol- dings S.A. Luxembourg	97587
BVK S.A.	97589	Inversiones Viso S.A.	97586
Carrefour S.A.	97598	Irpa Immobilière S.à.r.l.	97586
CEREP Uranus S.à r.l.	97589	JCF III Eurovita Holdings S.à r.l.	97594
Château de Beggen Participations S.A.	97589	Just Deco	97586
China-CEE Management S.à r.l.	97588	Kadesh Participations S.à.r.l.	97586
Coble.Com S.A.	97590	Kaustar Corp S.A. SPF	97587
Courthéoux Société Anonyme	97590	KCD Mikrofinanzfonds (FIS)	97587
Crédit Suisse (Luxembourg) S.A.	97592	Kirchbergsee 4 V V S.à r.l.	97588
Crédit Suisse (Luxembourg) S.A.	97589	KMU/PME S.à r.l.	97588
CR Services, S.à r.l.	97590	KQ S.C.S. SICAV-SIF	97588
Cuzinco S.A.	97590	Millicom International Cellular S.A.	97593
Cuzinco S.A.	97592	Silifloor Lux SA	97632
Dal Futura S.à r.l.	97591	Supply Chain S.à r.l.	97593
Data Host S.à r.l.	97627	T6 - Ney & Partners S.à r.l. en abrégé Ney & Partners	97593
Design Consult Luxembourg S.A.	97591	Theta II S.à r.l.	97595
DeWAG Lux I. Grundbesitz S.à r.l.	97603	Viande - Luxembourg, Société Anonyme	97586
Diamond Bidco S. à r.l.	97592		
Dornach	97591		
Erdec Holding S.à r.l.	97591		

Viande - Luxembourg, Société Anonyme, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 38.081.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015087627/9.

(150099157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Just Deco, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5241 Sandweiler, 48A, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 155.093.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 12 juin 2015.

Référence de publication: 2015089664/10.

(150102204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Kadesh Participations S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 96.607.

Le Bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015089678/10.

(150102033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Irpa Immobilière S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1538 Luxembourg, 2, place de France.
R.C.S. Luxembourg B 35.938.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 10 juin 2015.

Pour statuts coordonnés

Référence de publication: 2015089648/11.

(150102580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Inversiones Viso S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 50.558.

Extrait de la décision prise par l'actionnaire unique en date du 12 juin 2015 avec effet au 1^{er} janvier 2015

Le siège social est transféré avec effet au 1^{er} janvier 2015 de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 15 juin 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour INVERSIONES VISO S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015089644/14.

(150102791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

ILReS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1338 Luxembourg, 46, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 16.186.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015089638/9.

(150102362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

International Trading and Investments Holdings S.A. Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 29.742.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juin 2015.

Référence de publication: 2015089631/10.

(150102523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

IDEPA Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 129.277.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015089634/10.

(150102321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

KCD Mikrofinanzfonds (FIS), Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 145.152.

Der geprüfte Jahresbericht zum 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für KCD Mikrofinanzfonds (FIS)

DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2015089685/12.

(150102677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Kaustar Corp S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 161.344.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale annuelle tenue en date du 5 juin 2015.

Le Commissaire aux comptes, Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie S.à.r.l., immatriculé au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B60219 ayant changé de nom pour devenir Accountis S.à.r.l, il y a lieu de modifier la dénomination auprès du registre du commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015089683/13.

(150102209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

KMU/PME S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6636 Wasserbillig, 7, rue de Mertert.
R.C.S. Luxembourg B 74.665.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015089687/9.

(150102353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Kirchbergsee 4 V V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 185.424.

Les comptes annuels pour la période du 06 mars 2014 (date de constitution) au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juin 2015.

Référence de publication: 2015089676/11.

(150102467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

KQ S.C.S. SICAV-SIF, Société en Commandite simple sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 182.554.

Remplace la mention déposée le 16 mars 2015 Numéro de dépôt L150048051

Les comptes annuels au 30 September 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Isabelle Pairon.

Référence de publication: 2015089688/12.

(150102675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

China-CEE Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 181.931.

Extrait des résolutions des associés de la Société

Il résulte des décisions prises par les associés de la Société en date du 21 mai 2015, la démission de:

- Monsieur Li Ruogo de son poste de gérant avec effet au 21 mai 2015 et
- Monsieur Roland Nátrán de son poste de gérant avec effet au 17 mars 2015.

La nomination de:

- Madame Sun Guiying, née le 19 janvier 1969 à Shandong, République de Chine, demeurant à Room No. 402, Unit Building 2, Jia No. 6 Wen Hui Yuan Bei Road, Haidian District, Beijing, République de Chine, en tant que gérant de la Société avec effet au 21 mai 2015 et

- Monsieur Zoltán Urbán, né le 09 juillet 1960 à Miskolc, Hongrie, résidant professionnellement à 46-48, Nagymezo Street, H-1065 Budapest, en tant que gérant de la Société avec effet au 21 mai 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015095017/22.

(150106047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

CEREP Uranus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 116.269.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 juin 2015.

Référence de publication: 2015095012/10.

(150105389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Château de Beggen Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 4.652.

Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung nebst den gesetzlich vorgeschriebenen Anlagen für das Geschäftsjahr endend zum 31. Dezember 2014 wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 15. Juni 2015.

Für die Gesellschaft

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2015095013/13.

(150106041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

BVK S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 135.593.

Il est porté à la connaissance de tous que:

- John KLEYNHANS, avec adresse au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, a démissionné de sa fonction d'Administrateur de la Société avec effet au 17 Juin 2015.

- Ecovis Luxembourg S.à r.l. avec adresse au 56, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, a démissionné de sa fonction de Commissaire aux comptes de la Société avec effet au 17 Juin 2015.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015094999/15.

(150105081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Crédit Suisse (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 11.756.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Charles-Henri Funck, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 28 janvier 1974, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 30 du 15 février 1974.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2015.

CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

Référence de publication: 2015095950/16.

(150106702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

Courthéoux Société Anonyme, Société Anonyme.

Siège social: L-8018 Strassen, 140, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 6.813.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015095944/9.

(150106643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

CR Services, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 44, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 139.256.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Michel Simonis

Gérant

Référence de publication: 2015095947/11.

(150106414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

Coble.Com S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 10, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 73.241.

Extrait de la résolution des actionnaires à Luxembourg le 15 mai 2015

Radiation de Keystone Mercantile LTD, domicilié 101, 1 1/2 miles Northern Highway, Belize City, enregistré sous le numéro 150 505 au Registre de commerce et des sociétés de Belize, de son mandat d'administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mai 2015.

Pour COBLE COM

Les actionnaires

Référence de publication: 2015095941/14.

(150106763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

Cuzinco S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 9.709.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 17 juin 2015

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2020:

- Monsieur Pierre LENTZ, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg, Président;

- Monsieur Marc ALBERTUS, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg;

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg,

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2020:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2015.

Référence de publication: 2015095952/20.

(150106258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

Dal Futura S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9353 Bettendorf, 23, Freschegaas.

R.C.S. Luxembourg B 172.863.

Les comptes annuels au 21 août 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015095963/10.

(150106256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

Design Consult Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5481 Wormeldange, 91, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 93.652.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 19/06/2015.

Référence de publication: 2015095965/10.

(150106637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

Erdec Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 167.239.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ERDEC HOLDING S.A.R.L.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2015095983/11.

(150106314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

Dornach, Société Anonyme.

Siège social: L-3737 Rumelange, 29, rue Henri Luck.

R.C.S. Luxembourg B 148.064.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 15.05.15

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue à la date du 15 mai 2015 à 11h00, que les Actionnaires de la société DORNACH S.A. ont décidé:

- de ne pas renouveler les mandats de Monsieur Nicolas MULLER, administrateur, de Monsieur Olivier MULLER, administrateur et de Monsieur Romain MULLER, administrateur.

- de nommer, conformément aux dispositions de l'article 9 alinéa 1 des statuts de la société, pour une durée de cinq (5) ans comme administrateur unique et gérant de la société, Monsieur François HECKEL, né le 06.08.1953 à Moyeuvre-Grande (France) et demeurant 29, rue Henri Luck à L-3737 RUMELANGE, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 2020.

- de renouveler pour une durée de cinq (5) ans le mandat de commissaire aux comptes de la société NAXIS, avec siège social au 73, rue de Hollerich, L-1741 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 125.515, et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15.05.15.

Pour extrait conforme

Signature

Un administrateur

Référence de publication: 2015095975/23.

(150106770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

Cuzinco S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 9.709.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015095953/9.

(150106259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

Diamond Bidco S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 15.040,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 170.342.

EXTRAIT

En date du 12 juin 2015, l'associé unique de la Société, Diamond Holdco S.à r.l. a transféré l'intégralité des 752 parts sociales émises par la Société à UK Logistics Holdco I S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, ayant un capital social de GBP 15.000 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 196.717. UK Logistics Holdco I S.à r.l. devient de ce fait l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2015095960/18.

(150106349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

Crédit Suisse (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 11.756.

I. Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration de la Société en date du 28 avril 2015

En date du 28 avril 2015, le conseil d'administration de la Société a pris la résolution de renouveler le mandat de KPMG Luxembourg en tant que réviseur d'entreprises agréé avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale de la Société qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015.

II. Démission

En date du 28 février 2015, Monsieur Barend FRUITHOF a démissionné de son mandat d'administrateur de la Société avec effet immédiat.

Le conseil d'administration de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Yves MAAS
- Monsieur André PRUM
- Monsieur Dr. Romeo LACHER
- Monsieur Pierre FLEURIOT
- Monsieur Dominik MÜNCHBACH
- Madame Beat SPÜHLER
- Monsieur Hans-Jörg TURTSCHI
- Monsieur Theis Karlheinz WENKE

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2015.

CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

Référence de publication: 2015095949/27.

(150106701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

T6 - Ney & Partners S.à r.l. en abrégé Ney & Partners, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6184 Gonderange, 15, rue Wangert.
R.C.S. Luxembourg B 56.847.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015087607/9.

(150099753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Supply Chain S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1A, rue Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 183.604.

Extrait des résolutions écrites de l'associé unique de la société datées du 29 mai 2015

Il résulte des dites résolutions que:

- la démission de Monsieur Cornelius FRANK, en tant que gérant de classe B de la Société, a été acceptée avec effet au 5 mai 2015;
- par conséquent, la fonction de Madame Carola BOGEN a été modifiée, passant de gérant de classe A à gérant unique de la Société, avec effet au 5 mai 2015.

Luxembourg, le 10 juin 2015.

Pour extrait conforme

Marcus PETER

Mandataire

Référence de publication: 2015087511/18.

(150099461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Millicom International Cellular S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 40.630.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions adoptées par les administrateurs de la Société en date du 15 mai 2015 que M. Hans-Holger Albrecht a été révoqué de sa fonction de délégué à la gestion journalière de la Société avec effet au 31 décembre 2014 et que les personnes suivantes ont été nommées délégués à la gestion journalière de la Société pour une durée indéterminée et avec effet immédiat:

- M. Mauricio Ramos, ayant son adresse professionnelle au 2, Rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg;
- M. Anders Erik Borg, ayant son adresse professionnelle au 18 Skeppsbron, 11130 Stockholm, Suède;
- Mme Cristina Stenbeck, ayant son adresse professionnelle au 3, Burlington Gardens, W1S 3EP Londres, Royaume-Uni;
- M. Paul Donovan, ayant son adresse professionnelle au 37, Park Town, OX2 6SL Oxford, Royaume-Uni;
- M. Odilon Almeida, ayant son adresse professionnelle au 800, Silks Run, Suite 2730, 33009 Hallandale, USA;
- Mme Amelia Fawcett, ayant son adresse professionnelle au 3, Burlington Gardens, W1S 3EP Londres, Royaume-Uni;
- M. Per Tomas Eliasson, ayant son adresse professionnelle au 143 Göransgatan, 105 45 Stockholm, Suède;
- M. Lorenzo Grabau, ayant son adresse professionnelle au 2, Rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg;
- M. Alejandro Santo Domingo, ayant son adresse professionnelle au 2, Rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg;

Il résulte de ces mêmes résolutions que tous les délégués à la gestion journalière actuels de la Société ont le pouvoir d'engager la Société en toutes circonstances par leur signature individuelle.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Millicom International Cellular S.A.

Référence de publication: 2015087383/27.

(150099621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

GADD & Cie Luxembourg SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 136.552.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015088005/9.

(150100814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

JCF III Eurovita Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 181.792.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2015.

Référence de publication: 2015088100/10.

(150100775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Boulevard Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 166.018.

DISSOLUTION

In the year two thousand and fifteen, on the fifth day of June.

Before Maître Roger Arrensdorff, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Mr Joseph George STRUBEL, a British national born on 9th May 1964 in Mount Holly, New Jersey, United States of America with residence at 2ET N°2, Villa Dryade, 15 Rue Bel Respiro, 98000 Monaco,

here represented by Mr Patrice Gallasin, jurist, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given on 4 June 2015,

A copy of said proxy, having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

Such appearing party, through its proxyholder, has requested the notary to state that:

- Mr Joseph George STRUBEL is the sole shareholder of Boulevard Properties S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, residing in Mondorf-les-Bains, on December 29, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of February 20, 2012 number 445, having its registered address at 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg and registered with the Luxembourg register of commerce and companies under the number B 166.018 (the Company).

- the Company has an issued share capital of twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500) represented by one hundred (100) shares with a par value of one hundred twenty-five euro (EUR 125) each, all subscribed and fully paid-up.

- the appearing party has decided to dissolve the Company with immediate effect;

- the appearing party, in his capacity as liquidator and legal owner of all the shares of the Company, declares that he has received all assets of the Company and that he shall assume all outstanding liabilities (if any) of the Company in particular those hidden and unknown at the present time;

- the Company be and hereby is liquidated and that the liquidation is closed;

- full and complete discharge is granted to the managers of the Company for the exercise of their mandate; and

- the books, documents and records of the Company shall be kept during a period of five years at the registered office of the proxyholder at 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail. The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le cinquième jour du mois de juin.

Par-devant Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

M. Joseph George STRUBEL, un ressortissant britannique né le 9 mai 1964 à Mount Holly, New Jersey, les États-Unis d'Amérique, résidant au 2ET N°2, Villa Dryade, 15 Rue Bel Respiro, 98000 Monaco,

représenté ici par M Patrice Gallasin, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 4 juin 2015,

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- M. Joseph George STRUBEL est l'associé unique de Boulevard Properties S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, notaire alors de résidence à Mondorf-les-Bains, en date du 29 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 20 février 2012 numéro 445, ayant son siège social au 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg et enregistrée avec le Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 166.018 (la Société);

- le capital social de la Société est actuellement fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent-vingt-cinq euros (EUR 125) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;

- la partie comparante a décidé de liquider la Société avec effet immédiat;

- la partie comparante, en sa capacité de liquidateur et de bénéficiaire économique de toutes les parts sociales de la Société, déclare avoir reçu tous les actifs de la Société et qu'elle prendra en charge tout le passif de la Société (s'il y en a) et en particulier le passif occulte et inconnu à ce moment;

- la Société est par conséquent liquidée et la liquidation est clôturée;

- la partie comparante donne pleine et entière décharge aux gérants de la Société pour l'exercice de leurs mandats; et

- les livres, documents et pièces relatives à la Société resteront conservés durant cinq ans au siège social du mandataire à 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, il a signé avec Nous, le notaire, le présent acte en original.

Signé: GALLASIN, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 5 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/17485. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

Référence de publication: 2015094978/77.

(150106302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Theta II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 172.207.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015092623/12.

(150102962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Aquice, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 20, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 187.328.

L'an deux mille quinze, le cinq juin.

Pardevant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, soussigné.

A COMPARU:

Madame Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement au 66, Grand-Rue, L-8510 Redange-sur-Attert, agissant en tant que mandataire de:

1.- Madame Marie-Sylvie ROBERT, née HARENT, chef d'entreprises, demeurant à F-92200 Neuilly-sur-Seine, 19, Rue Montrosier (France),

2.- Monsieur Jean-Jacques ROBERT, médecin, demeurant à F-92200 Neuilly-sur-Seine, 19, Rue Montrosier (France),

3.- Madame Quitterie BOUR, née ROBERT, responsable administrative et financière, demeurant à F-92600 Asnières-sur-Seine, 23, Rue Diderot (France),

4.- Monsieur Cédric ROBERT, gérant de sociétés, demeurant à F-92200 Neuilly-sur-Seine, 19, Rue Montrosier (France),
et

5.- Madame Aline PALASI, née ROBERT, employée privée, demeurant à F-92200 Neuilly-sur-Seine, 11, Rue Saint Pierre (France),

en vertu de cinq (5) procurations données sous seing privé.

Lesquelles procurations, après avoir été paraphées «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Les comparants, représentés comme ci-avant, ont déclaré au notaire instrumentant ce qui suit:

1. «AQUICE» une société à responsabilité limitée ayant son siège social à L-1740 Luxembourg, 20, Rue de Hollerich, constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, le 26 mai 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Associés et des Sociétés n°2024 le 1^{er} août 2014, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg B 187.328 (la «Société»).

2. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'un euro (1,- EUR) chacune.

3. Les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sont réparties comme suit:

a) Madame Marie-Sylvie ROBERT, prénommé:	100
b) Monsieur Jean-Jacques ROBERT, prénommé:	100
c) Madame Quitterie BOUR, prénommée:	4.100
d) Monsieur Cédric ROBERT, prénommée:	4.100
e) Madame Aline PALASI, prénommée:	4.100
TOTAL:	12.500

4. Les associés, représentés comme ci-avant, exposent au notaire instrumentant les constatations préliminaires suivantes;

a. la Société et «SIRIUS ELMORE» une société anonyme ayant son siège social au 20, rue de Hollerich, L-1740 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 169.656) (la «Société Absorbante») ont en date du 27 février 2015 adopté un projet de fusion exécuté par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, agissant en remplacement du notaire instrumentant, lequel dernier est resté dépositaire de la minute, publié au Mémorial C, Recueil des Associations et des Sociétés de Luxembourg (le «Mémorial C») le 6 mars 2015 numéro 619, conformément à l'article 262 (1) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi»).

b. les associés de la Société ont renoncé à l'établissement d'un rapport écrit par le conseil de gérance de la Société, conformément aux dispositions prises dans le Projet de Fusion et à l'article 265 (3) de la Loi.

c. le rapport sur le projet de fusion, conformément à l'article 266 de la Loi, a été dressé par le cabinet «FPS Audit S.à r.l.» ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 159.674) signé par Monsieur Patrick SGANZERLA, réviseur d'entreprises, avec adresse professionnelle au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en date du 29 mai 2015, choisi comme expert indépendant commun sur base d'une ordonnance rendue le 19 mai 2015 par le 1^{er} vice-président du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, président la chambre commerciale du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg (le «Rapport de l'Expert Indépendant Commun»); ce rapport restera annexé aux présentes, après avoir été paraphé «ne varietur» par la mandataire des comparants et par le notaire instrumentant.

d. Les documents exigés par l'article 267 de la Loi ont été disponibles au siège social de la Société un (1) mois avant la date de la réunion des présentes; copie de la prédite déclaration en date du 4 juin 2015 certifiant le dépôt de ces documents signés par le conseil de gérance de la Société restera annexée aux présentes, après avoir été paraphée «ne varietur» par la mandataire des comparants et par le notaire instrumentant.

Les associés, représentés comme ci-avant et représentant l'intégralité du capital social, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions contenues dans l'ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Présentation du projet de fusion (le «Projet de Fusion»).
2. Approbation du Projet de Fusion et décision de réaliser la fusion avec «SIRIUS ELMORE» d'après l'article 259 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi») par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation, de tous les actifs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société à «SIRIUS ELMORE» (la «Fusion»).
3. Acceptation de la démission des gérants actuels de la Société et décharge.
4. Décision quant à la conservation des registres et documents de la Société.
5. Divers.

Première résolution:

Les associés déclarent avoir pris entièrement connaissance du Projet de Fusion en vertu duquel la Société sera absorbée par «SIRIUS ELMORE», prénommée, par voie de fusion verticale.

Deuxième résolution:

Ratification et approbation du Projet de Fusion

Les associés ratifient et approuvent les conditions de la Fusion décrites dans le Projet de Fusion tel que publié, sans exception ni réserve.

Approbation du Rapport de l'Expert Indépendant Commun

Les associés décident d'approuver l'exposé et le Rapport de l'Expert Indépendant Commun, tel que prévu par l'article 266 de la Loi.

Le prédit rapport conclut comme suit:

«A notre avis, lequel s'appuie sur les diverses procédures que nous avons suivies et que nous avons considérées comme appropriées et telles que décrites dans la section VI de ce rapport, la méthode d'évaluation et le ration d'échange des actions qui en résulte, définissant le nombre des actions de SIRIUS ELMORE à émettre en contrepartie des actifs nets d'AQUICE, sont pertinents et adaptés aux circonstances de la fusion proposée.»

Copie du rapport restera ci-annexé comme mentionné ci-dessus.

Réalisation de la Fusion

Les associés décident de réaliser la Fusion et de fixer la date du 5 juin 2015 comme date effective de la Fusion (la «Date Effective de la Fusion»), conformément aux dispositions du Projet de Fusion.

Les associés décident d'approuver la transmission de plein droit à la Date Effective de l'actif et du passif des parts sociales de la Société aux actions de «SIRIUS ELMORE», prénommée, comme suit:

Fusion de AQUICE	dans SIRIUS ELMORE
une (1) part sociale	soixante-quinze (75) actions

Par conséquent, la Fusion aura les effets suivants, conformément à l'article 259 de la Loi:

a. l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société est transféré à la Société Absorbante avec effet comptable au 1^{er} janvier 2015 comme indiqué dans le Projet de Fusion;

b. les associés de la Société deviennent actionnaires de la Société Absorbante;

Par suite de l'apport par la Société de l'universalité de son patrimoine actif et passif à la Société Absorbante, la Société sera dissoute sans liquidation par suite de cette fusion.

Troisième résolution:

Les associés prennent acte et acceptent la démission des gérants actuels de la Société et leur accorde pleine et entière décharge pour l'accomplissement de leurs mandats.

Quatrième résolution:

Les associés décident que le registre et les documents de la Société seront conservés au siège de la Société Absorbante pendant la durée légale de cinq (5) ans.

Condition suspensive

Toutes les résolutions qui précèdent ont été prises sous la condition suspensive de l'approbation de la Fusion dans les mêmes termes par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Absorbante.

Déclaration

Conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, le notaire instrumentant déclare avoir vérifié et attesté l'existence et la légalité des actes et formalités ayant incombé à la Société Absorbée en vue de la Fusion opérée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille cinq cents euros (1.500,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Redange-sur-Attert, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la mandataire des comparants, connus du notaire par son nom, prénoms usuels, état et demeure, elle a signé avec le Notaire la présente minute.

Signé: V. PIERRU, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 08 juin 2015. Relation: DAC/2015/9554. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 17 juin 2015.

Référence de publication: 2015094940/120.

(150105636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Carrefour S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 5, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 44.782.

Extrait du Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 2 juin 2015

Comme le mandat de l'administrateur délégué est venu à terme, l'actionnaire unique décide de renouveler le mandat de Monsieur Jean VANOLST, administrateur délégué, pour une nouvelle période d'un (1) an jusqu'en 2016 lors de l'Assemblée générale statuant sur les comptes annuels 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 17 juin 2015.

Pour l'actionnaire unique

LAFAYETTE s.a.

Erny GILLEN / Bernadette REUTER-WAGNER

Président / Administrateur

Référence de publication: 2015094195/17.

(150104636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

BTC Tres S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 182.610.

In the year two thousand fifteen, on the fifth day of June.

Before Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur- Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPERED:

1. "BTC Investments 2014 S.à r.l.", having its registered office at 8A, Boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade Register's Companies section B number 193.084,
2. Mrs. Maria Dolores DE CHIA BALLESTER, residing at C/Sant Gervasi de Cassoles 86, 3^o3^a 08022 Barcelona (Spain),
3. Mr. Juan MOLINS MONTEYS, residing at Messeweg 4D, Braunschweig, 38104 (Germany),
4. "Black Toro Capital Fund LP", a Limited Partnership organized under the laws of the State Of Delaware having its registered office at 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801,
5. Mr. Rafael BEAUS CODES, residing at Sant Lluís -Illes Balears- Urbanización Cap Font, 46 (Spain),
6. Mr. David GISPert DE CHIA, residing at C/Balmes 439, 1^o1^a 08022 Barcelona (Spain),
7. Mr. Carlos GISPert DE CHIA, residing at 518 Merton Street, Toronto, Ontario, Canada M4S 1B3,
8. Mrs. Ana Maria VILA-FERRAN FIGUERAS, residing at 518 Merton Street, Toronto, Ontario, Canada M4S 1B3,
9. Mrs. Maria Begoña GONZALEZ DE BETOLAZA TORO, residing at C/ Estraunza 10, 6^o izda, Bilbao-48011 (Spain),
10. "RK Stephenson Life Policy Trust", a trust organized under the laws of England, having its registered office at 16 Redcliffe Road, London SW10 9N, (United Kingdom),

all here represented by Mrs. Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally at 66, Grand-Rue, L-8510 Redange-sur-Attert (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of ten (10) proxies given under private seal.

The said proxies after been initialled “ne varietur” by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary shall be annexed to the present deed.

The appearing parties, represented as aforesaid, have exposed to the undersigned notary as follows:

1. “BTC TRES S.à.r.l.,” a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) with registered office at 8A, boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), incorporated by a deed of Maître Paul DECKER, then notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on November 5th, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under the number 210 dated January 23rd, 2014, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 182.610 (the “Company”).

2. the share capital is fixed at twelve million five hundred and fifty thousand four hundred Euro (EUR 12,550,400.-) represented by one hundred and twenty-five thousand five hundred and four (125,504) shares, in registered form, having a par value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, all fully subscribed and paid up, which are divided into:

- one hundred and twenty-five thousand five hundred (125,500) class A shares (the Class A Shares);
- three (3) class B shares (the Class B Shares); and
- one (1) class C share (the Class C Share).

3. the one hundred and twenty-five thousand five hundred and four (125,504) shares, in registered form, have been held as follows:

SHAREHOLDERS	SHARES
«BTC Investments 2014 S.à r.l.»	20,000 Class A shares 1 Class C shares
Mrs Maria Dolores DE CHIA BALLESTER	1,000 Class A shares
M. Juan MOLINS MONTEYS	1,000 Class A shares 1 Class B shares
BLACK TORO CAPITAL FUND LP	95,000 Class A shares
M. Rafael BEAUS CODES	2 Class B shares
M. David GISPert DE CHIA	250 Class A shares
M. Carlos GISPert DE CHIA	375 Class A shares
Mrs. Ana Maria VILA-FERRAN FIGUERAS	375 Class A shares
Mrs. Maria Begoña GONZALEZ DE BETOLAZA TORO	5,000 Class A shares
«RK Stephenson Life Policy Trust»	2,500 Class A shares
Total	125,500 Class A shares 3 Class B shares 1 Class C shares

The shareholders, represented as above mentioned and representing the entire share capital, have requested the undersigned notary to act the resolutions contained into the following agenda:

Agenda

1. Increase of the share capital by an amount of two million three hundred eighty thousand nine hundred Euro (EUR 2,380,900.-) so as to raise it from its present amount of twelve million five hundred and fifty thousand four hundred Euro (EUR 12,550,400.-) represented by one hundred and twenty-five thousand five hundred and four (125,504) shares, in registered form, having a par value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, to fourteen million nine hundred thirty-one thousand three hundred Euro (EUR 14,931,300.-) by the creation and issue of twenty-three thousand eight hundred and nine (23,809) new Class A shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, having the same rights and obligations as the existing shares (the “New Shares”) with a share premium for a total amount of one hundred nineteen thousand one hundred Euro (EUR 119,100.-); Subscription and payment of the New Shares.

2. Amendment to article 5.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the aforesaid increasing share capital of the Company.

3. Miscellaneous.

First resolution

The Shareholders resolves to increase the share capital by an amount of two million three hundred eighty thousand nine hundred Euro (EUR 2,380,900.-) so as to raise it from its present amount of twelve million five hundred and fifty thousand four hundred Euro (EUR 12,550,400.-) represented by one hundred and twenty-five thousand five hundred and four (125,504) shares, in registered form, having a par value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, to fourteen million nine hundred thirty-one thousand three hundred Euro (EUR 14,931,300.-) by the creation and issue of twenty-three thousand eight hundred and nine (23,809) new class A shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, having the same rights and obligations as the existing shares (the “New Shares”) with a share premium for a total amount of one hundred nineteen thousand one hundred Euro (EUR 119,100.-).

Subscription and payment of the New Shares.

The shareholders, represented as aforesaid, decide not to subscribe to the New Shares and decided to approve the subscription and payment of the New Shares described below:

The New Shares have all been subscribed by the Spanish company Rosp Corunna Participaciones Empresariales S.L. having its registered office at Pz Maria Pita 17, 15001 La Coruña (Spain), registered with the “Registro Mercantil de A CORUÑA” from (Spain) under the reference “Hoja C-27010 Tomo 2487 Folio 97”, here represented by Virginie PIERRU, prenamed, by virtue of a power of attorney given under private seal, which proxy attached hereto for the purpose of recording, initialed "ne varietur" by the proxy holder and by the notary.

The aforesaid subscriber, represented as aforesaid, has fully paid-up by contribution in kind consisting in an unquestionable, liquid and enforceable claim of two million five hundred thousand Euro (EUR 2,500,000,-) against the Company, two million three hundred eighty thousand nine hundred Euro (EUR 2,380,900,-) are allocated to the share capital account and one hundred nineteen thousand one hundred Euro (EUR 119,100,-) are allocated to the share premium account.

The claim is proved by an interim balance sheet as at April, 30th, 2015 (the "Interim Balance Sheet").

The value of the claim has been proved at the undersigned notary by a report (the "Management Report") issued on May 7th, 2015 by the Board of Managers of the Company, which shows that the value of the claim contributed to the Company represents a total amount of two million five hundred thousand Euro (EUR 2,500,000,-).

The Management Report and the Balance Sheet Intermediate, after being signed "ne varietur" by the proxy-holder of the appearing parties and by the undersigned notary, will remain attached to this deed to be registered with it.

Second resolution

As a result of the foregoing resolution, the shareholders decide to amend Article 5.1 of the Articles of incorporation which shall have the following wording:

“**5.1.** The Company's subscribed share capital is fixed at fourteen million nine hundred thirty-one thousand three hundred Euro (EUR 14,931,300,-) represented by one hundred forty-nine thousand three hundred and thirteen (149,313) shares, in registered form, having a par value of one hundred Euro (EUR 100,-) each, all fully subscribed and paid up, which are divided into:

- one hundred forty-nine thousand three hundred and nine (149,309) class A shares (the Class A Shares);
- three (3) class B shares (the Class B Shares); and
- one (1) class C share (the Class C Share).”

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at three thousand five hundred Euro (EUR 3,500,-).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Redange-sur-Attert by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le cinq juin.

Par devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redangesur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU:

1. «BTC Investments 2014 S.à r.l.», ayant son siège social au 8A, Boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 193.084,
2. Mme Maria Dolores DE CHIA BALLESTER, demeurant à C/Sant Gervasi de Cassoles 86, 3^o3^a, 08022 Barcelone (Espagne),
3. Mr. Juan MOLINS MONTEYS, demeurant à Messeweg 4D, Braunschweig, 38104 (Allemagne),
4. «Black Toro Capital Fund LP», une société en commandite de droit de l'Etat du Delaware (Etats-Unis d'Amérique), dont le siège social est sis au 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801 (USA),
5. Mr. Rafael BEAUS CODES, demeurant à Sant Lluís -Illes Balears- Urbanización Cap Font, 46 (Espagne),
6. Mr. David GISPERT DE CHIA, demeurant à C/Balmes 439, 1^o1^a, 08022 Barcelone (Espagne),
7. Mr. Carlos GISPERT DE CHIA, demeurant au 518 Merton Street, Toronto, Ontario, Canada M4S 1B3,

8. Mme Ana Maria VILA-FERRAN FIGUERAS, demeurant au 518 Merton Street, Toronto, Ontario, M4S 1B3 (Canada),

9. Mme Maria Begoña GONZALEZ DE BETOLAZA TORO, demeurant C/ Estraunza 10, 6º izda, Bilbao-48011 (Espagne),

10. «RK Stephenson Life Policy Trust», un trust de droit anglais, dont le siège social est sis au 16 Redcliffe Road, London SW10 9N (Royaume-Uni),

tous ici représentée par Mme Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement au 66, Grand-Rue, L-8510 Redange-sur-Attert, en vertu de dix (10) procurations données sous seing privé.

Lesquelles procurations après avoir été paraphées «ne varietur» par la mandataire des comparants et par le notaire instrumentant resteront annexées aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Les comparants, représentés comme ci-avant, ont exposé au notaire instrumentant ce qui suit:

1. «BTC TRES S.à.r.l.», une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 8A, Boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), constituée par acte notarié par Maître Paul DECKER, alors notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 5 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 210 du 23 janvier 2014, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182.610 (la "Société").

2. le capital social est fixé à douze millions cinq cent cinquante mille quatre cents euros (12.550.400,- EUR) représenté par cent vingt-cinq mille cinq cent quatre (125.504) parts sociales, sous forme nominative, d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, intégralement souscrites et libérées, divisées en:

- cent vingt-cinq mille cinq cent (125.500) parts sociales de Catégorie A (les Parts Sociales de Catégorie A);
- trois (3) parts sociales de Catégorie B (les Parts Sociales de Catégorie B); et
- une (1) part sociale de Catégorie C (la Part Sociale de Catégorie C)

3. les cent vingt-cinq mille cinq cent quatre (125.504) parts sociales, sous forme nominative, sont détenues comme suit:

	PARTS SOCIALES
BTC Investments 2014 S.à r.l.	20.000 parts sociales de catégorie A 1 part social de catégorie C
Mme Maria Dolores DE CHIA BALLESTER	1.000 parts sociales de catégorie A
M. Juan MOLINS MONTEYS	1.000 parts sociales de catégorie A 1 part sociale de catégorie B
Black Toro Capital Fund LP	95.000 parts sociales de catégorie A
M. Rafael BEAUS CODES	2 parts sociales de catégorie B
M. David GISPERT DE CHIA	250 parts sociales de catégorie A
M. Carlos GISPERT DE CHIA	375 parts sociales de catégorie A
Mme Ana Maria VILAFERRAN FIGUERAS	375 parts sociales de catégorie A
Mme Maria Begoña GONZALEZ DE BETOLAZA TORO	5.000 parts sociales de catégorie A
«RK Stephenson Life Policy Trust»	<u>2.500 parts sociales de catégorie A</u>
Total	125.500 parts sociales de catégorie A 3 parts sociales de catégorie B 1 part sociale de catégorie C

Les associés, représentés comme ci-avant et représentant l'intégralité du capital social, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions contenues dans l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1 Augmentation du capital social d'un montant de deux millions trois cent quatre-vingt mille neuf cents euros (2.380.900,- EUR) pour le porter de son montant actuel de douze millions cinq cent cinquante mille quatre cents euros (12.550.400,- EUR) représenté par cent vingt-cinq mille cinq cent quatre (125.504) parts sociales, sous forme nominative, d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune à quatorze millions neuf cent trente-et-un mille trois cents euros (14.931.300,- EUR) par la création et l'émission de vingt-trois mille huit cent neuf (23.809) parts sociales nouvelles de catégorie A d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes (les «Nouvelles Parts Sociales»), assorties d'une prime d'émission d'un montant total de cent dix-neuf mille cent euros (119.100,- EUR); Souscription et libération des Nouvelles Parts Sociales.

2 Modification de l'article 5.1 des statuts de la Société afin de refléter la prédite augmentation de capital social.

3 Divers.

Première résolution

Les associés décident d'augmenter le capital social d'un montant de deux millions trois cent quatre-vingt mille neuf cents euros (2.380.900,- EUR) pour le porter de son montant actuel de douze millions cinq cent cinquante mille quatre cents euros (12.550.400,- EUR) représenté par cent vingt-cinq mille cinq cent quatre (125.504) parts sociales, sous forme

nominative, d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, à quatorze millions neuf cent trente-et-un mille trois cents euros (14.931.300,- EUR) par la création et l'émission de vingt-trois mille huit cent neuf (23.809) parts sociales de Classe A d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes (les «Nouvelles Parts Sociales»), assorties d'une prime d'émission d'un montant total de cent dix-neuf mille cent euros (119.100,- EUR).

Souscription et libération des Nouvelles Parts Sociales

Les associés, représentés comme ci-avant, décident de ne pas souscrire aux Nouvelles Parts Sociales et approuvent la souscription et la libération des Nouvelles Parts Sociales décrite ci-après:

Les Nouvelles Parts Sociales ont toutes été souscrites par la société de droit espagnole Rosp Corunna Participaciones Empresariales S.L. ayant son siège social à Pz Maria Pita 17, 15001 La Coruña (Espagne), enregistrée auprès du «Registro Mercantil de A CORUÑA» (Espagne) sous la référence «Hoja C- 27010 Tomo 2487 Folio 97», ici représentée par Mme Virginie PIERRU, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, laquelle procuration restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement, après avoir été paraphée «ne varietur» par la mandataire de la comparante et par le notaire instrumentant.

La prédite souscriptrice, représentée comme ci-avant, a libéré entièrement les Nouvelles Parts Sociales moyennant apport en nature consistant en une créance certaine, liquide et exigible d'un montant total de deux millions cinq cent mille euros (2.500.000,- EUR) à charge de la société, dont deux millions trois cent quatre-vingt mille neuf cents euros (2.380.900,- EUR) sont alloués au compte capital social et dont cent dix-neuf mille cent euros (119.100,- EUR) sont alloués au compte de prime d'émission.

La créance est prouvée par un bilan intermédiaire de la Société daté du 30 avril 2015 (le «Bilan Intermédiaire»).

La valeur de la créance a été prouvée au notaire instrumentant par un rapport (le «Rapport de Gérance») émis le 7 mai 2015 par le Conseil de gérance de la Société qui montre que la valeur de la créance apportée à la Société représente un apport total net d'un montant de deux millions cinq cent mille euros (2.500.000,- EUR).

Le Rapport de Gérance et le Bilan Intermédiaire, après avoir été signés «ne varietur» par la mandataire des comparants et par le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte afin d'être enregistrés avec lui.

Seconde résolution

A la suite de la résolution qui précède, les associés décident de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à quatorze millions neuf cent trente-et-un mille trois cents euros (14.931.300,- EUR) représenté par cent quarante-neuf mille trois cent treize (149.313) parts sociales, d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, intégralement souscrites et libérées, divisées en:

- cent quarante-neuf mille trois cent neuf (149.309) parts sociales de Catégorie A (les Parts Sociales de Catégorie A);
- trois (3) parts sociales de Catégorie B (les Parts Sociales de Catégorie B); et
- une (1) part sociale de Catégorie C (la Part Sociale de Catégorie C).»

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à trois mille cinq cents euros (3.500,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Redange-sur-Attert, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants, connue du notaire soussigné par ses noms, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: V. PIERRU, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 8 juin 2015. Relation: DAC/2015/9551. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): J. THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 15 juin 2015.

Référence de publication: 2015089416/236.

(150102591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

DeWAG Lux 1. Grundbesitz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 41, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 197.594.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the eighth day of June.

Before Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared the following:

DeWAG Lux Holding S.à r.l. a limited liability company established and governed by the laws of Luxembourg, having its registered office in L-2510 Luxembourg, 41, allée Scheffer, and not yet recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register, here represented by his sole manager, Bernhard Rentschler, with professional address in Luxembourg, acting as authorized representative of DeWAG Lux Holding S.à r.l.

The appearing party, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), which is hereby incorporated:

Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of "DeWAG Lux 1. Grundbesitz S.à r.l..".

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Manager (s).

Branches or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition, short-term holding, development and disposal of real estate and real estate holding companies with a particular focus on trading activities (acquisitions and near-term subsequent sales. This shall include the acquisition, short-term holding and sale of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings directly or indirectly holding real estate, as well as the administration, development and management of such interests, with a particular focus on trading activities (acquisitions and near-term subsequent sales).

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders pursuant to article 29 of the Articles of Incorporation with a majority of at least 90 percent of the votes cast.

A shareholder may not terminate the Company or the shareholders' participation in the Company.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

The shares in the company shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation by resolution of the shareholders with a majority of at least 75 % of the votes cast.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholders.

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholders adopted with a majority of at least 75 percent of the votes cast.

Art. 8. Incapacity, Death, Suspension of civil rights, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, death, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholders does not put the Company into liquidation.

Chapter III. Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the “Manager(s)”).

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the “Board of Managers”).

The Managers will be appointed by the shareholders, who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

The shareholders may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the “Class A Managers”) or class B Managers (the “Class B Managers”).

The shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company’s object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholders or to the auditor shall be within the competence of the Managers.

The shareholders assembly may at any time resolve rules of procedure for the Managers with a majority of at least 75 percent of the votes cast. Such rules of procedures for the Managers may determine measures which shall be executed by the Manager(s) only on the basis of an approval by the shareholders, and specify the majority of votes required to adopt such shareholders resolution.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholders have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the “Chairman”). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the “Secretary”).

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholders, the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers' Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

Art. 17. Auditors. The books and accounts of the Company shall be audited if this is required by law or resolved by the shareholders.

Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved statutory auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or approved statutory auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at

any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders, save in such cases where the approved statutory auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Chapter IV. Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The shareholders shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

No shareholder and no manager of the Company shall be subject to any non-compete obligation with respect to the Company.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 20. Other General Meetings. If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 21. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation - Quorum Requirements. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

The shareholders' assembly shall only be quorate if 50 % or more of the share capital is present or represented. If less than 50 % of the share capital is present or represented, a new shareholders' meeting with the same agenda shall be convened with a notice period of not more than five (5) weeks. The new shareholders' meeting shall be quorate regardless of the share capital present or represented provided this will be pointed out in the invitation for the new.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 24. Required Majorities. Any shareholders' resolution shall require a majority of more than fifty percent of the votes cast by the present or represented shareholders unless a higher majority is required under these articles of association or by compulsory law. Abstentions or void votes are regarded as votes not cast.

The following shareholders resolution shall be adopted with a majority of more than fifty percent of the votes cast:

- a) approval of the annual financial statements;
- b) adoption or dismissal of the Managers of the Company;
- c) election of the auditor of the financial statements;
- d) resolution on the appropriation of profits.

The following shareholders resolution shall be adopted with a majority of at least 75 % of the votes cast by the present or represented shareholders:

- a) Increase or decrease of the share capital of the Company;
- b) approval of transfer of shares in the Company.

The following shareholders resolution shall be adopted with a majority of at least 90 % of the votes cast by the present or represented shareholders:

- a) amendments of the articles of the Company;
- b) liquidation of the Company.

If any measures of a subsidiary of the Company require a resolution of the shareholders meeting of such subsidiary, the Manager of the Company may adopt such resolution only on the basis of a corresponding shareholders' resolution of the Company unless in urgent cases. The majority requirements for such shareholders' resolution of the subsidiary shall apply accordingly to the resolution to be made by the Company.

Art. 25. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholders as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Chapter V. Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 26. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 27. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager (s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholders for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 28. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5 %) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10 %) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholders, each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted with a majority of at least 90 percent of the votes cast.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholders, who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall, unless agreed otherwise between all shareholders, be distributed to the shareholders so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. Applicable law

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the notary, the Company's shares have been subscribed and the nominal value of these shares has been one hundred per cent (100 %) paid in cash as follows:

Shareholders	subscribed capital	number of shares	amount paid-in
DeWAG Lux Holding S.à r.l.	EUR 12,500.-	12,500	EUR 12,500.-
Total:	EUR 12,500.-	12,500	EUR 12,500.-

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1.400.-).

Transitory Provision

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December of 2015.

Shareholders resolutions

First Resolution

The general meeting of shareholders resolved to establish the registered office at 41, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second Resolution

The general meeting of shareholders resolved to set at one (1) the number of Manager(s) and further resolved to appoint the following for an unlimited duration:

- Bernhard Rentschler, born on 14 September 1968 in Calw (Germany), residing at 41, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the appearing person, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person(s), who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am achten Juni.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Martine SCHAEFFER, mit dem Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

DeWAG Lux Holding S.à r.l. eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach dem Recht des Großherzogtum Luxemburg, mit Sitz in L-2520 Luxemburg, 41, allée Scheffer und noch nicht beim Handels- und Firmenregister eingetragen, vertreten durch seinen alleinigen Geschäftsführer, Herrn Bernhard Rentschler, mit Berufsanschrift in Luxemburg, handelnd als Vertreter für die DeWAG Lux Holding S.à r.l.

Welcher Komparent, handelnd wir vorstehend, den unterzeichneten Notar ersucht hat, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée"), die hiermit gegründet wird, wie folgt zu dokumentieren:

Kapitel I. Form, Name, Sitz, Gegenstand, Dauer

Art. 1. Form, Name. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (die „Gesellschaft“) gegründet, die den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg (den „Gesetzen“) und den Bestimmungen der vorliegenden Satzung (die „Satzung“) unterliegt.

Die Gesellschaft kann aus einem Alleingesellschafter, der Eigentümer aller Gesellschaftsanteile ist, oder aus mehreren Gesellschaftern, deren Zahl jedoch vierzig (40) nicht überschreiten darf, bestehen.

Die Gesellschaft wird unter dem Namen „DeWAG Lux 1. Grundbesitz S.à r.l.“ firmieren.

Art. 2. Sitz. Die Gesellschaft wird ihren Sitz in der Stadt Luxemburg haben.

Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss der (des) Geschäftsführer(s) an jeden anderen Ort innerhalb der Stadt Luxemburg verlegt werden.

Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch einen Beschluss der (des) Geschäftsführer(s) im Großherzogtum Luxemburg errichtet werden.

Sollte(n) die (der) Geschäftsführer oder die Geschäftsführung der Auffassung sein, dass außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder gesellschaftlicher Art aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die normale Geschäftsführung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder den Austausch mit der Geschäftsstelle am Gesellschaftssitz beziehungsweise zwischen der Geschäftsstelle am Gesellschaftssitz und im Ausland befindlichen Personen beeinträchtigen könnten, so kann die Gesellschaft den Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur völligen Beilegung der außergewöhnlichen Ereignisse ins Ausland zu verlegen. Diese vorübergehenden Maßnahmen haben keinerlei Auswirkungen auf das Statut der Gesellschaft, welche trotz der vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes weiterhin den luxemburgischen Gesetzen unterliegt. Die genannten vorübergehenden Maßnahmen sind von der Geschäftsführung zu beschließen und den hiervon betroffenen Dritten mitzuteilen.

Art. 3. Gesellschaftszweck. Der Zweck der Gesellschaft umfasst den Erwerb sowie das kurzfristige Halten, die Entwicklung und die Veräußerung von Immobilien und immobilienhaltenden Unternehmen mit einem besonderen Schwerpunkt auf dem Handel (Ankauf und baldiger, anschließender Verkauf). Er schließt die Akquisition, das kurzfristige Halten und die Veräußerung von Beteiligungen in luxemburgischen und/oder ausländischen Unternehmen, die unmittelbar oder mittelbar Immobilien halten, sowie die Verwaltung, Entwicklung und Betreuung solcher Beteiligungen ein, mit einem besonderen Schwerpunkt auf dem Handel (Ankauf und baldiger, anschließender Verkauf).

Die Gesellschaft kann zugunsten von Unternehmen, welche der Unternehmensgruppe angehören, jede finanzielle Unterstützung gewähren, wie zum Beispiel die Gewährung von Darlehen, Garantien und Sicherheiten jeglicher Art und Form.

Die Gesellschaft kann in jeder Art und Form Darlehen aufnehmen [und private Emissionen von Schuldscheinen oder ähnlichen Schuldtiteln oder Warrants oder ähnliche Anteile, die Recht auf Aktien geben, ausgeben.

Generell kann die Gesellschaft jede kommerzielle, industrielle oder finanzielle Tätigkeit ausführen, welche für die Ausführung und Entwicklung ihres Zweckes dienlich ist.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Sie kann jederzeit aufgelöst werden durch einen Beschluss der Gesellschafter, der in Übereinstimmung mit Artikel 29 dieser Satzung einer Mehrheit von mindestens 90 % der abgegebenen Stimmen bedarf.

Eine Kündigung der Gesellschaft durch einen Gesellschafter oder eine Kündigung der Beteiligung eines Gesellschafters an der Gesellschaft sind ausgeschlossen.

Kapitel II. Kapital, Anteile

Art. 5. Ausgegebenes Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Kapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), und ist in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-) aufgeteilt. Alle Anteile sind vollständig eingezahlt.

Vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen der Satzung oder des Gesetzes sind alle Anteile mit denselben Rechten und Pflichten ausgestattet.

Zusätzlich zum ausgegebenen Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto eingerichtet werden auf das alle Emissionsaufgelder, die auf einen Anteil eingezahlt werden, verbucht werden. Der Betrag dieses Aufgeldkontos kann zur Zahlung von Anteilen, die die Gesellschaft von ihrem(n) Gesellschafter(n) zurückkauft, zum Ausgleich von realisierten Nettoverlusten, zur Auszahlung an den/die Gesellschafter in Form von Dividenden oder um Mittel zur gesetzlichen Rücklage bereitzustellen, verwendet werden.

Art. 6. Anteile. Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme.

Jeder Anteil ist der Gesellschaft gegenüber unteilbar.

Gemeinschaftliche Eigentümer von Anteilen müssen sich gegenüber der Gesellschaft durch einen gemeinsamen Bevollmächtigten, der auch ein Dritter sein kann, vertreten lassen.

Die Anteile an der Gesellschaft können an Gesellschafter frei übertragen werden, an Nicht-Gesellschafter jedoch nur, wenn die Gesellschafterversammlung durch Beschluss einer Mehrheit von 75 % der abgegebenen Stimmen der Übertragung zustimmt.

Die Übertragung von Anteilen muss durch notarielle Urkunde oder durch privatschriftlichen Vertrag belegt werden. Eine solche Übertragung wird gemäß Artikel 1690 des Bürgerlichen Gesetzbuches Luxemburgs erst dann gegenüber der Gesellschaft oder Dritten bindend, wenn sie der Gesellschaft gegenüber ordnungsgemäß angezeigt oder von dieser angenommen worden ist.

Die Gesellschaft ist berechtigt ihre eigenen Anteile im Hinblick auf deren sofortige Annullierung zurückzuerwerben.

Anteilsbesitz führt die stillschweigende Akzeptanz der Satzung und der von den (dem) Gesellschafter(n) gültig getroffenen Beschlüsse mit sich.

Art. 7. Kapitalerhöhung und Kapitalherabsetzung. Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, der einer Mehrheit von mindestens 75 % der abgegebenen Stimmen bedarf, einmal oder mehrmals erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 8. Handlungsunfähigkeit, Tod, Aussetzung von Bürgerrechten, Konkurs oder Insolvenz eines Gesellschafters. Die Handlungsunfähigkeit, der Tod, die Aussetzung von Bürgerrechten, der Konkurs oder die Insolvenz oder ein vergleichbarer, die (den) Gesellschafter betreffender Umstand, hat nicht die Auflösung der Gesellschaft zur Folge.

Kapitel III. Geschäftsführer, Wirtschaftsprüfer

Art. 9. Geschäftsführer. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern, welche keine Gesellschafter sein müssen, geführt (die (der) „Geschäftsführer“).

Werden zwei (2) Geschäftsführer bestellt, so verwalten sie die Gesellschaft gemeinschaftlich.

Werden mehr als zwei (2) Geschäftsführer bestellt, so wird ein Geschäftsführungsrat (der „Geschäftsführungsrat“) gegründet. Die Geschäftsführer werden durch die (den) Gesellschafter ernannt, welche(r) ihre Anzahl und die Dauer ihres Mandats festlegt. Die (der) Geschäftsführer können wiederernannt werden und können jederzeit, mit oder ohne Grund, durch einen Beschluss der Gesellschafter(s) abberufen werden.

Die Gesellschafter können (kann) beschließen, die gewählten Geschäftsführer als Geschäftsführer A (der (die) „Geschäftsführer A“) oder als Geschäftsführer B (die (der) „Geschäftsführer B“) zu qualifizieren.

Der/die Gesellschafter soll(en) weder an der Geschäftsführung teilnehmen noch sich in diese einmischen.

Art. 10. Befugnisse der (des) Geschäftsführer(s). Die (der) Geschäftsführer haben (hat) die weitestgehenden Befugnisse, um alle zur Erreichung des Gesellschaftszwecks notwendigen oder nützlichen Handlungen vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die die Satzung oder die Gesetze nicht ausdrücklich den Gesellschaftern oder den Wirtschaftsprüfern vorbehalten, fallen in die Zuständigkeit der (des) Geschäftsführer(s).

Die Gesellschafterversammlung kann jederzeit mit einer Mehrheit von 75 Prozent der abgegebenen Stimmen eine Geschäftsordnung für die Geschäftsführung beschließen. Eine solche Geschäftsordnung für die Geschäftsordnung enthält Maßnahmen, welche die Geschäftsführer nur auf der Grundlage eines Beschlusses der Gesellschafterversammlung vornehmen dürfen, und legt die Mehrheit fest, mit der ein solcher Beschluss der Gesellschafterversammlung gefasst werden muss.

Art. 11. Übertragung von Befugnissen - Vertretung der Gesellschaft. Die (der) Geschäftsführer können (kann) spezielle Befugnisse oder Vollmachten an Personen oder Ausschüsse, die von ihnen gewählt werden, übertragen oder diese mit bestimmten ständigen oder zeitweiligen Funktionen ausstatten.

Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber durch die alleinige Unterschrift des einzigen Geschäftsführers oder, wenn mehr als ein Geschäftsführer ernannt worden ist, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern, gebunden.

Falls die Gesellschafter die Geschäftsführer als Geschäftsführer A oder als Geschäftsführer B qualifiziert haben, ist die Gesellschaft Dritten gegenüber nur gebunden, wenn ein Geschäftsführer A und ein Geschäftsführer B gemeinsam unterzeichnen.

Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber auch durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift derjenigen Personen gebunden, denen eine spezielle Vollmacht von dem (den) Geschäftsführer(n) übertragen worden ist, jedoch nicht über die Grenzen dieser speziellen Vollmacht hinaus.

Art. 12. Sitzung des Geschäftsführungsrates. Für den Fall, dass ein Geschäftsführungsrat bestellt wird, gelten folgende Regeln:

Der Geschäftsführungsrat kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden benennen (der „Vorsitzende“). Er kann auch einen Schriftführer benennen, welcher selbst kein Geschäftsführer sein muss und für die Protokollführung der Sitzung der Geschäftsführung zuständig ist (der „Schriftführer“).

Der Geschäftsführungsrat tritt nach Aufruf durch den Vorsitzenden zusammen. Eine Versammlung des Geschäftsführungsrates muss einberufen werden, wenn zwei (2) seiner Mitglieder dies verlangen.

Der Vorsitzende steht allen Versammlungen des Geschäftsführungsrates vor, es sei denn, dass in seiner Abwesenheit der Geschäftsführungsrat ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrates durch mehrheitliche Abstimmung durch die anwesenden oder vertretenen Mitglieder als zeitweisen Vorsitzenden ernennt.

Außer in Dringlichkeitsfällen oder mit vorheriger Zustimmung aller Teilnehmberechtigten, werden die Sitzungen des Geschäftsführungsrates mindestens drei (3) Kalendertage vor ihrem Termin schriftlich durch ein die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmittel einberufen. Jede dieser Benachrichtigungen soll Ort und Zeit der Sitzung sowie die Tagesordnung und die Art der zu behandelnden Geschäftstätigkeit angeben. Auf die Mitteilung kann durch ordnungsgemäß dokumentierten Beschluss jedes Geschäftsführungsmitglieds verzichtet werden. Für Sitzungen, deren Zeit und Ort in einem zuvor von der Geschäftsführung angenommenen Beschluss festgelegt wurde, ist keine gesonderte Benachrichtigung erforderlich.

Die Sitzungen des Geschäftsführungsrates finden in Luxemburg statt.

Jeder Geschäftsführer kann sich bei den Sitzungen des Geschäftsführungsrates durch ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrates vertreten lassen, indem er dieses hierzu schriftlich ermächtigt; die Bevollmächtigung kann durch jedes die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmedium übertragen werden. Jeder Geschäftsführer kann einen oder mehrere Geschäftsführer vertreten.

Die Beschlussfähigkeit des Geschäftsführungsrates erfordert die Anwesenheit von mindestens der Hälfte (1/2) seiner amtierenden Mitglieder, wobei im Falle der Qualifizierung der Geschäftsführer als Geschäftsführer A oder als Geschäftsführer B, außerdem mindestens ein (1) Geschäftsführer A und ein (1) Geschäftsführer B anwesend oder vertreten sein muss.

Entschlüsse werden per Mehrheitsbescheid aller bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder des Geschäftsführungsrates gefasst.

Ein oder mehrere Mitglieder des Geschäftsführungsrates können an Sitzungen durch eine Telefonkonferenzschaltung oder durch ähnliche Mittel, welche die gleichzeitige Kommunikation zwischen den Teilnehmern sicherstellen, teilnehmen. Diese Teilnahmeform wird der persönlichen Anwesenheit bei der Sitzung gleichgestellt.

Eine von allen Geschäftsführern unterzeichnete Entscheidung steht einem Beschluss gleich, der in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Geschäftsführungsrates gefasst worden wäre. Ein solcher Beschluss kann festgehalten werden in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten desselben Inhalts und jeweils von einem oder mehreren Geschäftsführern unterzeichnet.

Art. 13. Beschlüsse der Geschäftsführung. Die Beschlüsse der(s) Geschäftsführer(s) werden schriftlich festgehalten.

Alle Sitzungsprotokolle werden vom Vorsitzenden und vom Schriftführer (falls es einen solchen gibt) unterzeichnet. Alle Vollmachten werden den betreffenden Sitzungsprotokollen beigelegt.

Kopien oder Auszüge der schriftlichen Beschlüsse oder Sitzungsprotokolle, die in rechtlichen Verfahren oder anderweitig übermittelt werden, können von einem Geschäftsführer oder durch zwei (2) Geschäftsführer gemeinsam, wenn mehr als ein Geschäftsführer ernannt wurde, unterzeichnet werden.

Art. 14. Vergütung und Ausgaben. Vorbehaltlich der Zustimmung durch die (den) Gesellschafter, können (kann) die (der) Geschäftsführer eine Vergütung hinsichtlich ihrer (seiner) Verwaltung der Gesellschaft erhalten. Darüber hinaus können den Geschäftsführern sämtliche Ausgaben, die im Rahmen einer solchen Verwaltung oder zur Verfolgung des Gesellschaftsgegenstandes getätigt wurden, zurückerstattet werden.

Art. 15. Interessenkonflikte. Wenn einer der Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Rechtsgeschäft der Gesellschaft hat oder haben könnte, muss er dieses persönliche Interesse den anderen Geschäftsführern anzeigen und darf nicht an der Abstimmung über dieses Rechtsgeschäft teilnehmen.

Falls es nur einen Geschäftsführer gibt, genügt es, dass das Rechtsgeschäft zwischen der Gesellschaft und ihrem Geschäftsführer, der ein entgegengesetztes Interesse hat, schriftlich festgehalten wird.

Die vorstehenden Bestimmungen sind nicht anwendbar wenn (i) das betreffende Rechtsgeschäft unter fairen Marktbedingungen eingegangen wurde und (ii) in die gewöhnlichen Geschäftsabläufe der Gesellschaft fällt.

Kein Vertrag oder sonstiges Rechtsgeschäft zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft oder irgend einem anderen Unternehmen wird durch den bloßen Umstand beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Gesellschaft persönlich an einer solchen Gesellschaft oder einem solchen Unternehmen beteiligt sind oder Geschäftsführer, Gesellschafter, Bevollmächtigte(r) oder Angestellte(r) einer solchen Gesellschaft oder eines solchen Unternehmens sind. Keine Person, welche in einer der zuvor beschriebenen Weise mit einer Gesellschaft oder einem Unternehmen in Beziehung steht, mit der beziehungsweise dem die Gesellschaft vertragliche Beziehungen eingeht oder sonst wie Geschäfte tätigt, wird automatisch daran gehindert über solche Verträge oder andere Geschäfte zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Art. 16. Haftung der Geschäftsführung - Freistellung. Die (der) Geschäftsführer treffen (trifft) keine persönliche Haftung hinsichtlich der aufgrund ihrer (seiner) Funktion für die Gesellschaft eingegangenen Verpflichtungen.

Geschäftsführer sind für die Ausführung ihrer Aufgaben verantwortlich.

Art. 17. Wirtschaftsprüfer. Eine Prüfung der Bücher und Konten erfolgt, wenn diese gesetzlich vorgeschrieben oder von den Gesellschaftern beschlossen worden ist.

Außer in den Fällen, in denen die gesetzlichen Bestimmungen die Prüfung der Jahresabschlüsse und konsolidierten Jahresabschlüsse durch einen zugelassenen Wirtschaftsprüfer vorsehen, wird das Geschäft der Gesellschaft und deren finanzielle Situation, einschließlich insbesondere der Bücher und Konten durch Wirtschaftsprüfer, welche nicht Gesellschafter zu sein brauchen, geprüft.

Die statutarischen oder zugelassenen Wirtschaftsprüfer, falls es solche gibt, werden durch die (den) Gesellschafter ernannt, der ihre Anzahl und die Dauer ihres Mandats festlegt. Die Wirtschaftsprüfer können wiederernannt werden und können jederzeit, mit oder ohne Grund, durch einen Beschluss der (des) Gesellschafter(s) abberufen werden außer in Fällen, in denen das Gesetz vorschreibt, dass der zugelassene Wirtschaftsprüfer nur aufgrund schwerwiegendem Grund oder in gegenseitigem Einverständnis abberufen werden kann.

Kapitel IV. Gesellschafter

Art. 18. Befugnisse der Gesellschafter. Die Gesellschafter haben die Rechte, die ihnen nach der Satzung und dem Gesetz zustehen. Besteht die Gesellschaft nur aus einem Gesellschafter, so übt dieser die Befugnisse aus, die das Gesetz der Gesellschafterversammlung übertragen hat.

Jede ordnungsgemäß zusammengetretene Gesellschafterversammlung repräsentiert alle Gesellschafter.

Kein Gesellschafter und kein Geschäftsführer der Gesellschaft unterliegt einem Wettbewerbsverbot im Verhältnis zu der Gesellschaft.

Art. 19. Jahresgesellschafterversammlung. Die Jahresgesellschafterversammlung, die verpflichtend abgehalten werden muss wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, wird am Gesellschaftssitz abgehalten oder an jedem anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg.

Art. 20. Andere Gesellschafterversammlungen. Besteht die Gesellschaft aus mehreren, jedoch nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern, können die Beschlüsse der Gesellschafter in schriftlicher Form gefasst werden. Schriftliche Beschlüsse können in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten desselben Inhalts und jeweils von einem oder mehreren Gesellschaftern unterzeichnet festgehalten sein. Sind die zu fassenden Beschlüsse von den Geschäftsführern an die Gesellschafter übermittelt worden, so sind die Gesellschafter verpflichtet innerhalb von fünfzehn (15) Kalendertagen seit dem Eingang des Textes des vorgeschlagenen Beschlusses ihre Entscheidung zu treffen und sie der Gesellschaft durch jedes, die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmittel, zukommen zu lassen. Die Bestimmungen zur Beschlussfähigkeit und den erforderlichen Mehrheiten bei Beschlüssen der Gesellschafterversammlung sind sinngemäß auf die Beschlussfassung im schriftlichen Verfahren anwendbar.

Gesellschafterversammlungen, einschließlich der Jahresgesellschafterversammlung werden am Gesellschaftssitz abgehalten oder an jedem anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg.

Art. 21. Mitteilung von Gesellschafterversammlungen. Außer in den Fällen eines Alleingesellschafters, können sich die Gesellschafter auch auf ein Einberufungsschreiben versammeln, das in Übereinstimmung mit der Satzung oder dem Gesetz von den Geschäftsführern, oder andernfalls durch die statutarischen Wirtschaftsprüfer (falls vorhanden) ausgegeben wird oder andernfalls durch Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Das an die Gesellschafter gesendete Einberufungsschreiben gibt die Zeit, den Ort und die Tagesordnung der Gesellschafterversammlung an sowie die Eigenart der zu behandelnden Geschäftstätigkeit. Die Tagesordnung soll gegebenenfalls eine vorgeschlagene Satzungsänderung darlegen und gegebenenfalls die Änderungen angeben, die den Gesellschaftszweck oder die Rechtsform der Gesellschaft betreffen.

Sind alle Gesellschafter bei der Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie, dass sie über die Tagesordnung ordnungsgemäß in Kenntnis gesetzt worden sind, so kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Art. 22. Anwesenheit - Vertretung - Beschlussfähigkeit. Alle Gesellschafter besitzen bei jeder Gesellschafterversammlung ein Teilnahme- und Rederecht.

Ein Gesellschafter kann sich durch schriftliche Ermächtigung, welche durch ein die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmittel übermittelt wurde, bei jeder Gesellschafterversammlung durch eine andere Person, die nicht selbst Gesellschafter sein muss, vertreten lassen.

Eine Gesellschafterversammlung ist nur beschlussfähig, wenn mehr als 50 % des Stammkapitals anwesend oder vertreten ist. Sind 50 % oder weniger des Stammkapitals anwesend oder vertreten, ist eine neue Gesellschafterversammlung mit gleicher Tagesordnung und einer Ladungsfrist von nicht mehr als 5 (fünf) Wochen oder weniger einzuberufen. Diese neue Gesellschafterversammlung ist ohne Rücksicht auf das anwesende oder vertretene Stammkapital beschlussfähig, sofern hierauf in der Einberufung hingewiesen worden ist.

Art. 23. Verfahren. Den Vorsitz der Gesellschafterversammlung führt der Vorsitzende oder eine Person, die hierzu von den Geschäftsführern oder andernfalls durch die Gesellschafterversammlung ernannt wird.

Der Vorsitzende der Gesellschafterversammlung ernennt einen Schriftführer.

Die Gesellschafterversammlung ernennt einen (1) Stimmzähler, der unter den Personen, die bei der Gesellschafterversammlung anwesend sind, gewählt wird.

Der Vorsitzende, der Schriftführer und der Stimmzähler bilden zusammen den Vorstand der Gesellschafterversammlung.

Art. 24. Erforderliche Mehrheiten. Sämtliche Gesellschafterbeschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden bzw. vertretenen Gesellschafter gefasst, soweit nicht Gesetz oder Gesellschaftsvertrag ein höheres Mehrheitserfordernis vorsehen. Stimmenthaltungen und ungültige Stimmen zählen als nicht abgegebene Stimmen.

Die Gesellschafter beschließen mit einfacher Mehrheit insbesondere über folgende Gegenstände:

- a) Feststellung des Jahresabschlusses,
- b) Bestellung und Abberufung der Geschäftsführer;
- c) Wahl des Abschlussprüfers;
- d) Beschlussfassung über die Ergebnisverwendung.

Für folgende Beschlüsse ist ein Gesellschafterbeschluss mit einer Mehrheit von mindestens 75 % der abgegebenen Stimmen der anwesenden bzw. vertretenen Gesellschafter erforderlich:

- a) Erhöhung oder Verringerung des Stammkapitals der Gesellschaft;
- b) Zustimmung zur Übertragung von Geschäftsanteilen.

Für folgende Beschlüsse ist ein Gesellschafterbeschluss mit einer Mehrheit von mindestens 90 % der abgegebenen Stimmen der anwesenden bzw. vertretenen Gesellschafter erforderlich:

- a) Änderungen der Satzung;
- b) Auflösung der Gesellschaft.

Wenn für Maßnahmen einer Tochtergesellschaft der Gesellschaft eine Beschlussfassung (insbesondere eine Zustimmung) der Gesellschafterversammlung dieser Tochtergesellschaft erforderlich ist, darf die Geschäftsführung der Gesellschaft einen derartigen Gesellschafterbeschluss (außer in Eilfällen) nur auf der Grundlage einer entsprechenden Beschlussfassung der Gesellschafterversammlung der Gesellschaft fassen. Die in der Satzung der Tochtergesellschaft vorgesehenen Mehrheitserfordernisse gelten entsprechend für den von der Gesellschafterversammlung der Gesellschaft zu fassenden Beschluss.

Art. 25. Protokolle. Das Protokoll der Gesellschafterversammlung wird von den anwesenden Gesellschaftern unterzeichnet und kann von Gesellschaftern, oder Vertretern von Gesellschaftern, die dies verlangen, unterzeichnet werden.

Die vom Alleingesellschafter gefassten Beschlüsse werden schriftlich festgehalten und von dem Alleingesellschafter unterzeichnet.

Kopien oder Auszüge der von den (dem) Gesellschafter(n) angenommenen Beschlüsse sowie des Sitzungsprotokolls der Gesellschafterversammlung, die in rechtlichen Verfahren oder anderweitig übermittelt werden, können von einem Geschäftsführer oder durch zwei (2) Geschäftsführer gemeinsam, wenn mehr als ein Geschäftsführer ernannt worden ist, unterzeichnet werden.

Kapitel V. Geschäftsjahr, Finanzberichte, Ausschüttung von Gewinnen

Art. 26. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 27. Annahme der Finanzberichte. Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden die Konten geschlossen und die Geschäftsführer erstellen in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen ein Verzeichnis der Vermögensanlagen und Verpflichtungen sowie die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung.

Der Jahresabschluss und/oder der konsolidierte Jahresabschluss (werden) wird den (dem) Gesellschafter(n) vorgelegt.

Jeder Gesellschafter kann in diese Finanzdokumente am Gesellschaftssitz einsehen. Besteht die Gesellschaft aus mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern, kann dieses Recht nur während einer Zeitspanne von fünfzehn (15) Kalendertagen bis zum Datum der jährlichen Hauptversammlung ausgeübt werden.

Art. 28. Gewinnverteilung. Von dem jährlichen Reingewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlich vorgesehenen Rücklage zugewiesen (die „Rücklage“). Diese Verpflichtung entfällt sobald und solange diese Rücklage die Höhe von zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht.

Nach der Zuweisung zur gesetzlichen Rücklage bestimmen die Gesellschafter wie der verbleibende jährliche Reingewinn verteilt werden soll indem sie diesen vollständig oder teilweise einer Rücklage zuweisen, auf das nächste Geschäftsjahr vortragen oder, zusammen mit vorgetragenen Gewinnen, ausschüttbaren Rücklagen oder Ausgabeprämien an die Gesellschafter ausschütten, wobei jeder Anteil in gleichem Verhältnis zur Teilnahme an einer solchen Ausschüttung berechtigt.

Vorbehaltlich der (gegebenenfalls) gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen und unter Berücksichtigung der vorstehenden Bestimmungen, können die Geschäftsführer eine Abschlagsdividende an die Gesellschafter auszahlen. Die Geschäftsführer legen die Summe und das Datum einer solchen Abschlagszahlung fest.

Kapitel VI. Auflösung, Liquidation

Art. 29. Auflösung, Liquidation. Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, der mit einer Mehrheit von mindestens 90 % der abgegebenen Stimmen gefasst wird.

Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, so wird die Liquidation durch die (den) Geschäftsführer oder andere (natürliche oder juristische) Personen durchgeführt, deren Befugnisse und Vergütung von den (dem) Gesellschafter(n) bestimmt werden.

Nach Begleichung aller Schulden und sonstiger gegen die Gesellschaft bestehenden Ansprüche einschließlich der Liquidationskosten wird der Reinerlös aus der Abwicklung an die Gesellschafter vorbehaltlich einer anderslautenden Vereinbarung zwischen allen Gesellschaftern so verteilt, dass das wirtschaftliche Ergebnis den auf die Ausschüttung von Dividenden anwendbaren Regeln entspricht.

Kapitel VII. Anwendbares Recht

Art. 30. Anwendbares Recht. Sämtliche Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt sind, bestimmen sich nach den Gesetzen, insbesondere dem Gesetz über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der zuletzt geltenden Fassung.

Zeichnung und Zahlung

Die Satzung ist somit durch den Notar aufgenommen, die Anteile wurden gezeichnet und der Nennwert und gegebenenfalls das Emissionsaufgeld zu einhundert Prozent (100%) in bar wie folgt eingezahlt:

Gesellschafter	gezeichnetes Kapital	Anzahl der Anteile	eingezahlter Betrag
DeWAG Lux Holding S.à r.l.	EUR 12,500.-	12,500.-	EUR 12,500.-
Gesamt:	EUR 12,500.-	12,500.-	EUR 12,500.-

Die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500.-) stand der Gesellschaft daher von diesem Zeitpunkt an zur Verfügung. Nachweis hierüber wurde dem unterzeichnenden Notar erbracht, welcher erklärt, dass die Maßgaben von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der zuletzt geltenden Fassung, erfüllt wurden.

Kosten

Die Höhe der Auslagen, Kosten, Aufwendungen und Lasten jeglicher Art, die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstehen, werden auf ungefähr eintausendvierhundert Euro (EUR 1.400.-) geschätzt.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am letzten Tag des Monats Dezember vom Jahr 2015.

Gesellschafterbeschlüsse *Erster Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung hat beschlossen, den Sitz der Gesellschaft in 41, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, festzulegen.

Zweiter Beschluss

Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf einen (1) festgelegt und die folgende Person wird auf unbegrenzte Zeit als alleiniger Geschäftsführer ernannt:

- Bernhard Rentschler, geboren am 14 September 1968 in Calw (Deutschland), wohnhaft in 41, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch spricht, erklärt, dass vorliegende Urkunde auf Antrag der oben genannten Partei in englischer Sprache verfasst wurde, der eine deutsche Fassung folgt; auf Antrag derselben Personen und im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text gilt der englische Text.

Worüber Urkunde am eingangs erwähnten Datum von dem unterzeichnenden Notar in Luxemburg aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument den dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten, erschienenen Partei(en) vorgelesen worden ist, haben dieselben vorliegende urschriftliche Urkunde mit dem unterzeichnenden Notar, unterzeichnet.

Signé: B. Rentschler et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 10 juin 2015. 2LAC/2015/12927. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): André Muller.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2015.

Référence de publication: 2015089497/640.

(150102462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Heerema Transport Finance (Luxembourg) II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31-33, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 125.520.

EXTRAIT

Il résulte des décisions de l'assemblée générale du 21 mai 2014, que LG Management S.à r.l. (RCSL B156639) a été révoqué comme Commissaire aux Comptes de la société et que G&A Services S.à r.l., L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau (RCSL B160243) a été nommé Commissaire aux Comptes de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2018.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015094409/14.

(150104632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

AYR Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 197.611.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the eighth of June.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

The company AYR HOLDING AG, having its registered office at 5, Gewerbestrasse, CH-6330 Cham, Switzerland and registered with the Commercial Register of Canton Zug under number CHE-447.529.066,

here represented by Mr. Denis BREVER, employee, with professional address at 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, by virtue of a special power of attorney given in Cham, Switzerland on May 20th, 2015.

The said special attorney, after having been signed "ne varietur" by the mandatory and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party through its mandatory has decided to form as sole shareholder a public limited company ("Société Anonyme") in accordance with the following Articles of Incorporation:

Art. 1. There exists a public limited company ("Société Anonyme") under the name of "AYR VENTURES S.A."

The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders.

If extraordinary events of a political, economic, or social nature, likely to impair normal activity at the registered office or easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad.

Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg company.

The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 2. The company's object is, as well in Luxembourg as abroad, in whatsoever form, any industrial, commercial, financial, estate or real estate property transactions, which are directly or indirectly in connection with the creation, management and financing, in whatsoever form, or any undertakings and companies, as well as the management and development, permanent or temporary, of the portfolio created for this purpose, as far as the company shall be considered as a "Société de Participations Financières", according to the applicable provisions.

The company may take participating interests by any means in any businesses, undertakings or companies having the same, analogous or connected object, or which may favor its development or the extension of its operations and to purchase, hold, develop real estate, building plot included.

Art. 3. The corporate capital is set at three million euro (EUR 3,000,000.-) divided into three thousand (3,000) shares having a par value of one thousand euro (EUR 1,000.-) each, each, having the features set forth in these articles of association, and distributed as follows:

- three thousand (3,000) ordinary class A shares having a nominal value of one thousand euro (EUR 1,000.-) each (the "Ordinary Class A Shares"), and

- The company may issue non-voting preferred class B shares having a nominal value of one euro (EUR 1,000.-) each (the "Preferred Class B Shares").

Art. 4. The shares shall be registered or bearer shares, at the option of the shareholders.

The Company's shares may be issued, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

All the bearer shares certificates issued should be deposited with a depository established in Luxembourg and appointed by the Board of Directors. The Board of Directors shall inform the Shareholders of any appointment or any amendment concerning the depository within 15 working days. The resolutions of appointment or amendment concerning the depositories should be registered and published pursuant to article 11bis §1^{er}, 3), d) of the amended law of 10 August 1915 on commercial companies.

A bearer shareholders' register specifying precise designation of each shareholder, the number of bearer shares or units held, the date of deposit, transfers, cancellation or conversion of the shares in registered form with the dates thereof, shall be opened and kept by the depository.

The ownership of a bearer share shall be established by an entry in the bearer shareholders' register. Upon written request of each bearer shareholder, a certificate can be issued by the depositary and delivered within 8 calendar days stating all the entries concerning the bearer shareholder.

Any transfer between living persons is made effective against third parties and the Company by a transfer recorded by the depositary in the bearer shareholders' register on the basis of any document or notification stating the transfer of ownership between the transferor and the transferee. Notification of transfer resulting from death shall be validly established towards the depositary, provided that no objection is lodged, on production of the death certificate, the certificate of registration and an affidavit ("acte de notoriété") attested by the "Juge de Paix" or by a notary.

Any bearer shares not deposited or duly entered in the bearer shareholders' register shall have their voting rights suspended.

The Company may repurchase its own shares by means of its free reserves under the provisions set forth in Article 49-2 of the amended law on commercial companies.

The capital of the Company may be increased or reduced in one or several steps by resolution of the General Meeting of shareholders, adopted in accordance with the provisions applicable to changes in the Articles of Incorporation.

Art. 5. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of at least three (3) members, who need not be shareholders.

The directors will be part of A category or part of B category.

The Directors shall be appointed for a maximum period of six (6) years and they shall be re-eligible; they may be removed at any time.

In the event of a vacancy on the Board of Directors, the remaining Directors have the right to provisionally fill the vacancy; in this case, such a decision must be ratified by the next general meeting.

Art. 6. The Board of Directors has full power to perform all such acts as shall be necessary or useful to the object of the Company; all matters not expressly reserved to the General Meeting by law or by the present Articles of Incorporation are within the competence of the Board of Directors.

The Board may in particular issue float bonded loans, by way of issue of bearer or registered bonds, with any denomination whatsoever and payable in any currency whatsoever.

The Board of Directors will determine the nature, price, rate of interest, issue and repayment conditions as well as any other conditions in relation thereto.

A register of the registered bonds will be kept at the registered office of the Company.

The Board of Directors may elect a Chairman.

The Board of Directors can validly deliberate and act only if the majority of its members is present or represented, a proxy between Directors, which may be given by letter, telegram, telefax or e-mail being permitted.

Directors may vote in writing including letter, telegram, telefax, e-mail as well as by teleconference. In all circumstances, they shall be recorded in minutes and signed by all Directors participating at the meeting. A written decision, approved and signed by all the Directors shall have the same effect as a decision taken at a meeting of the Board of Directors. Decisions of the Board of Directors may also be taken by circular way.

Resolutions of the Board of Directors shall require a majority vote, the Chairman's vote will be prominent in case of equal votes of the member of the Board of Directors.

The Company is validly bound by the joint signatures of one Director of category A with one Director of category B.

Art. 7. The Company shall be supervised by one or more auditors, who need not be shareholders; they shall be appointed for a maximum period of six years and they shall be re-eligible; they may be removed at any time.

Art. 8. The Company's financial year shall begin on the first of January and end on the thirty-first of December of each year.

Art. 9. The annual general meeting shall be held in Luxembourg at the registered office or such other place as indicated in the convening notices on May 6th of each year at 5.30 p.m.

If the said day is a public holiday, the meeting shall be held on the next following working day.

Art. 10. Convening notices of all general meetings shall be made in compliance with the legal provisions.

If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have knowledge of the agenda submitted to their consideration, the general meeting may take place without convening notices.

The Board of Directors may decide that the shareholders wishing to attend the general meeting must deposit their shares five clear days before the date fixed therefore.

Every shareholder has the right to vote in person or by proxy, who need not be a shareholder.

Each Ordinary Class A Share gives the right to one vote. The Preferred Class B Shares are shares representing the share capital without voting rights. They shall however grant voting rights to their holders in the cases set forth in the law dated August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

Decisions shall be taken by simple majority of the votes, regardless of the proportion of the capital represented. However, resolutions to alter the articles of association may only be adopted in accordance with the conditions provided by the law dated August 10th, 1915 on commercial companies, as amended. In addition where there is more than one class of shares and the resolution of the general meeting is such as to change the respective rights thereof, the resolution must, in order to be valid, fulfil with respect to each class the conditions as to attendance and majority laid down in the law dated August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, relating to amendment of articles of association.

Art. 11. The General Meeting of shareholders has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the Company.

It shall determine the appropriation and distribution of the net profits; the determination of the conditions and amount of such a distribution shall in any event comply with and be taken in accordance with the provisions of any Shareholders' Agreement.

The Preferred Class B Shares are entitled to a cumulative annual dividend per share, such cumulative dividend to be calculated as ten per cent (10%) of their nominal value as well as to a preferential dividends in compliance with the conditions set forth in the law dated August 10th, 1915 on commercial companies as amended, in an amount equal to ten per cent (10%) of the net profits of the company (the "Preferred Dividend"), that is legally available for distribution in compliance with the conditions set forth in the law dated August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 12. On the annual net profits of the company, five percent (5%) at least will be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be compulsory as soon as and as long as the total amount of the legal reserve of the Company will amount to ten percent (10%) of the share capital of the company.

Under the provisions set forth in Article 72-2 of the amended law of 10 August 1915 on commercial companies, the Board of Directors is authorized to distribute interim dividends.

Art. 13. In the event of a dissolution of the company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be natural persons or legal entities) named by the general meeting of shareholders resolving upon such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

After clearance of all debts, the holders of Preferred Class B Shares shall receive payment of their accumulated Preferred Dividend which has not yet have been recovered up.

Thereafter the holders of Preferred Class B Shares shall receive reimbursement of their nominal value of their Preferred Class B Shares.

Thereafter the holders of Ordinary Class A Shares shall receive reimbursement of the nominal value of their Ordinary Class A Shares.

Finally, whatever remains shall be divided proportionally among all shareholders.

Art. 14. The amended law of August 10th, 1915 on commercial companies shall apply providing these Articles of Incorporation do not state otherwise.

Transitory provisions

- 1) The first financial year shall begin today and end on December 31st, 2015.
- 2) The first annual General Meeting shall be held in 2016.

Subscription and payment

The shares have been fully subscribed by the appearing party and paid up in cash up to a quarter so that the amount of seven hundred fifty thousand euro (EUR 750,000,-) is at disposal of the company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Statement

The notary drawing up the present deed declared that the conditions set forth in Article 26 of the law on commercial companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Constitutive meeting

Here and now, the above-named person, representing the entire subscribed share-capital and considering its self as duly convened, has proceeded to hold an extraordinary General Meeting and, having stated that it was regularly constituted, it has passed the following resolutions:

- 1) The number of Directors is set at four (4) and that of the Auditors at one (1).
- 2) The following have been appointed Director of category A with correspondent power of signature:
 - a) Mr. Michaël ZIANVENI, lawyer, born on 04/03/1974 in Villepinte - France and with professional address at 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg; and
 - b) Mr. Denis BREVER, employee, born on 02/01/1983 in Malmedy - Belgium with professional address at 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

3) The following have been appointed Directors of category B with correspondent power of signature:

a) Mr. Marc KOEUNE, economist, born on 04/10/1969 in Luxembourg - Luxembourg with professional address at 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;

b) Mrs. Andrea DANY, employee, born on 14/08/1973 in Trier -Germany and with professional address at 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;

4) The company CeDerLux-Services S.à r.l., having its registered office at 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Companies under number B 79.327.

5) The mandates of the Directors and the Auditor shall expire immediately after the annual General Meeting of the year 2020.

6) The Company shall have its registered office in L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg-City. On the day named at the beginning of the document.

The document having been read and translated into the language of the mandatories of the appearers, said persons signed together with us, the Notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le huit juin.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

La société AYR HOLDING AG, ayant son siège social au 5, Gewerbestrasse, CH-6330 Cham, Suisse et enregistrée auprès du Registre Commercial du Canton de Zug sous le numéro CHE-447.529.066,

ici représentée par Monsieur Denis BREVER, employé privé, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Cham, Suisse le 20 mai 2015.

Ladite procuration paraphée "ne varietur" par le comparant et par le notaire soussigné sera annexée au présent acte pour être déposée auprès des autorités d'enregistrement.

Lequel comparant, par son mandataire, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'il va constituer comme actionnaire unique:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "AYR VENTURES S.A."

Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée. La société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

Art. 2. La société a pour objet, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet, dans la mesure où la société sera considérée selon les dispositions applicables comme "Société de Participations Financières".

La société peut également s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter, ainsi que procéder à l'acquisition, la détention, l'exploitation, le développement et la mise en valeur de tous biens immobiliers, terrains à bâtir y compris.

Art. 3. Le capital social est fixé à trois millions d'euros (EUR 3.000.000,-) divisé en trois mille (3.000) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, ayant chacune les caractéristiques déterminées par les présentes statuts, et réparties comme suit:

- Trois mille (3.000) actions ordinaires de classe A d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune (les "Actions Ordinaires de Classe A"), et

- La société pourra émettre des actions préférentielles de classe B sans droit de vote d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune (les "Actions Préférentielles de Classe B").

Art. 4. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Tous les certificats au porteur émis devront être immobilisés auprès d'un dépositaire établi au Luxembourg et nommé par le conseil d'administration. Le conseil d'administration informera les actionnaires de toute nomination de dépositaire ou de tout changement le concernant dans le délai de 15 jours ouvrables. Les actes de nomination ou changement concernant les dépositaires devront être déposés et publiés conformément à l'article 11bis §1^{er}, 3), d) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Un registre des actions au porteur sera ouvert, lequel se trouvera auprès du dépositaire et renseignera la désignation précise de chaque actionnaire, l'indication du nombre des actions au porteur ou coupures détenues, la date du dépôt, les transferts, l'annulation ou la conversion des actions en titres nominatifs avec leur date.

La propriété de l'action au porteur s'établit par l'inscription sur le registre des actions au porteur. À la demande écrite de l'actionnaire au porteur, un certificat peut lui être délivré par le dépositaire constatant toutes les inscriptions le concernant qui lui sera remis endéans 8 jours calendrier.

Toute cession entre vifs est rendue opposable vis-à-vis des tiers et de la Société par un constat de transfert inscrit par le dépositaire sur le registre des actions au porteur sur base de tout document ou notification constatant le transfert de propriété entre cédant et cessionnaire. La notification de transfert pour cause de mort est valablement faite à l'égard du dépositaire, s'il n'y a opposition, sur la production de l'acte de décès, du certificat d'inscription et d'un acte de notoriété reçu par le juge de paix ou par un notaire.

Les actions au porteur ne se trouvant pas en dépôt ou n'étant pas valablement inscrites dans le registre des actions au porteur, verront leurs droits suspendus.

La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le capital social de la société peut être augmenté ou diminué en une ou plusieurs tranches par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts.

Art. 5. La société est administrée par un conseil composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs seront de la catégorie A ou de la catégorie B.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six (6) ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 6. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

De même, le conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Le conseil d'administration élit en son sein son président.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail, étant admis.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, lettre, télégramme, télécopie, e-mail, ainsi que par téléconférence. En toute circonstance, un procès-verbal sera dressé et signé par tous les administrateurs qui ont participé. Les résolutions par écrit approuvées et signées par tous les administrateurs auront les mêmes effets que les résolutions adoptées lors des réunions du conseil d'administration. Le conseil d'administration peut également prendre ses décisions par voie circulaire.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix, la voix du président étant prépondérante en cas de partage des voix.

La société se trouve engagée par les signatures conjointes d'un administrateur de la catégorie A avec un administrateur de la catégorie B.

Art. 7. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 6 mai de chaque année à 17.30 heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque Action Ordinaire de Classe A donne droit à une voix. Les Actions Préférentielles de Classe B sont des actions représentatives du capital sans droit de vote. Elles donneront néanmoins droit de vote à leurs détenteurs dans les cas énoncés par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix, quel que soit la proportion du capital représentée. Toutefois, les résolutions modifiant les statuts ne peuvent être adoptées qu'aux conditions prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. En outre lorsqu'il existe plusieurs catégories d'actions et que la délibération de l'assemblée générale est de nature à modifier leurs droits respectifs, la délibération doit, pour être valable, réunir dans chaque catégorie les conditions de présence et de majorité requises par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales pour la modification des statuts.

Art. 11. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net; la détermination des conditions et du montant d'une telle distribution sera en tout état de cause prise en conformité avec les dispositions de tout Pacte d'Actionnaires.

Les Actions Préférentielles de Classe B confèrent le droit à un dividende cumulatif par action correspondant à dix pour cent (10%) de leur valeur nominale ainsi qu'à un dividende privilégié, conformément à l'article 44 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, d'un montant égal à dix pour cent (10%) des bénéfices nets de la société (le "Dividende Privilégié") qui serait légalement disponible pour distribution conformément aux conditions prescrites par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 12. Sur les bénéfices nets annuels de la société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la société.

Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 13. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires décidant la dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et rémunérations.

Après règlement de toutes les dettes, les détenteurs d'Actions Préférentielles de Classe B recevront paiement de leur Dividende Privilégié accumulé qui n'a pas été récupéré.

Ensuite, les détenteurs d'Actions Préférentielles de Classe B recevront remboursement de la valeur nominale de leurs Actions Préférentielles de Classe B.

Ensuite, les détenteurs d'Actions Ordinaires de Classe A recevront remboursement de la valeur nominale de leurs Actions Ordinaires de Classe A.

Finalement, tout ce qui reste sera partagé proportionnellement entre tous les actionnaires.

Art. 14. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence aujourd'hui même et finit le 31 décembre 2015.
- 2) La première assemblée générale annuelle aura lieu en 2016.

Souscription et libération

Toutes les actions ont été entièrement souscrites par le comparant et libérées en espèces à concurrence d'un quart de sorte que le montant de sept cent cinquante mille euros (EUR 750.000,-) est à la libre disposition de la société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Résolutions de l'associé unique

Et à l'instant le comparant pré qualifié, représentant l'intégralité du capital social, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se reconnaît dûment convoqué, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à quatre (4) et celui des commissaires à un (1).
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs de catégorie A avec pouvoir de signature correspondant:
 - a) Monsieur Michaël ZIANVENI, juriste, né le 4 mars 1974 à Villepinte - France et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg; et
 - b) Monsieur Denis BREVER, employé, né le 2 janvier 1983 à Malmedy - Belgique et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.
- 3) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs de catégorie B avec pouvoir de signature correspondant:
 - a) Monsieur Marc KOEUNE, économiste, né le 4 octobre 1969 à Luxembourg - Luxembourg et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg; et
 - b) Madame Andrea DANY, employée privée, née le 14 août 1973 à Trèves - Allemagne et domiciliée professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.
- 4) Est appelée aux fonctions de commissaire:
La société CeDerLux-Services S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79.327.
- 5) Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2020.
- 6) Le siège de la société est fixé au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte de constitution est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires des comparantes, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: D. Brever et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 10 juin 2015. 2LAC/2015/12935. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): André Muller.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2015.

Référence de publication: 2015089390/359.

(150102774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Galaxy Worldwide Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 197.586.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the eighth of June.

Before Us Maître Léonie Grethen, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

- Mr. António Diogo CARREIRA DA CUNHA BELO SANTOS, born on July 26, 1973, in Estoril, Portugal, residing at Rua Do Alentejo Nr 4, 2765-188, Estoril, Portugal,

has requested the undersigned notary to enact the deed of establishment of a private limited liability company with the following articles of association:

Art. 1. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of Galaxy Worldwide Holdings S.à r.l., which shall be governed by the laws pertaining to such an entity (hereinafter, the Company), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereinafter, the Law), as well as by the present articles of association (hereinafter, the Articles).

Art. 2. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, management, control and development of such participating interests, in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and intellectual property rights of whatever origin and participate in the creation, development and control of any enterprises. It may also acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatsoever, any type of securities and intellectual property rights, have them developed and realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (such as, but not limited to, shareholders or affiliated entities).

In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, movable or real estate transactions, take any measures to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which promote its development.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities. It may give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or some of its assets.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 4. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

It may be transferred to any other address in the same municipality or to another municipality by a decision of the Sole Manager (as defined below) or the Board of Managers (as defined below), respectively by a resolution taken by the general meeting of the shareholders, as required by the then applicable provisions of the Law.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 5. The subscribed share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12.500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

The Company may repurchase its own shares within the limits set by the Law and the Articles.

Art. 6. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with Article 14.

Art. 7. Towards the Company, the shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. In case of plurality of owners per share, the Company may suspend the rights attached to this share until a single owner has been designated to the Company.

Art. 8. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of a plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may only be transferred in accordance with article 189 of the Law.

Art. 9. The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of any of the shareholders.

Art. 10. The Company is managed by one (hereinafter, the Sole Manager) or more managers. If several managers have been appointed, they constitute a board of managers (hereinafter, the Board of Managers). The manager(s) need not be shareholders. The manager(s) may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or of the shareholders holding more than half of the share capital.

Art. 11. In dealing with third parties, the Sole Manager or the Board of Managers shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose, provided that the terms of this Article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders shall fall within the competence of the Sole Manager or the Board of Managers.

Towards third parties, the Company shall be bound by the signature of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two (2) managers.

The Sole Manager or the Board of Managers shall have the right to grant special proxies for determined matters to one or more proxy holders, selected from its members or not, either shareholders or not.

Art. 12. The Sole Manager or the Board of Managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several manager(s) or agent(s) and shall determine the manager's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of representation and any other relevant conditions of this agency.

The Board of Managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among the managers present at the meeting.

The Board of Managers may elect a secretary who need not be a manager or a shareholder of the Company.

The Board of Managers shall meet as often as the Company's interest so requires.

The meetings of the Board of Managers are convened by the chairman, the secretary or by any manager at the place indicated in the convening notice. The Board of Managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

Written notice, whether in original, by facsimile or e-mail, of any meeting of the Board of Managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date and time set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Board of Managers.

No such convening notice is required if all members of the Board of Managers are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and agree on the agenda of the meeting. The notice may be waived by consent in writing, whether in original, by facsimile or e-mail, of each member of the Board of Managers.

A manager may be represented at the Board of Managers by another manager, and a manager may represent several managers.

The Board of Managers may only validly debate and take decisions if a majority of its members are present or represented by proxy, and any decisions taken by the Board of Managers shall require a simple majority of the members of the Board of Managers.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

A written decision, approved and signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by each of the members of the Board of Managers.

The Sole Manager or the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholders on the basis of a statement of accounts showing that sufficient profits are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles.

Art. 13. The manager assumes, by reason of his position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him in the name of the Company.

Art. 14. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares owned. Each shareholder has voting rights commensurate with her/his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles and other specific decisions as defined by the Law may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, in accordance with the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of the same year.

Art. 16. At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the Sole Manager or the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve.

This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital but shall be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, the ten percent (10%) threshold is no longer met.

The balance of the net profit may be distributed to the sole shareholder or to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

Art. 18. At the time of winding up the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

At the time of winding up the Company, any distributions to the shareholders shall be made in accordance with the last paragraph of Article 17.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31, 2015.

Subscription - Payment

The articles of association having thus been established, all the shares have been subscribed and fully paid up in nominal value by contribution in cash as follows:

Subscriber	Shares	Payment
Mr. António Diogo Carreira Da Cunha Belo Santos, prenamed	12,500	EUR 12,500.-
Total	12,500	EUR 12,500.-

The amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) has been fully paid up in cash and is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at one thousand Euro (EUR 1,000.-).

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder has taken the following resolutions:

1. The following person is appointed as managers of the Company for an unlimited period of time:
 - Mr. António Diogo Carreira Da Cunha Belo Santos, prenamed.
 - Mr. Manuel Mouget, born on 6 January 1977, in Messancy, Belgium, having is professional at address at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.
2. The address of the registered office of the Company is fixed at 7, rue Robert Stümper, L-2557, Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, they signed together with Us, notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le huitième jour du mois de juin.

Par-devant Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

- Mr. António Diogo CARREIRA DA CUNHA BELO SANTOS, né le 26 juillet 1973, à Estoril, Portugal, résident au Rua Do Anlente jo Nr 4, 2765-188, Estoril, Portugal,

a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de Galaxy Worldwide Holdings S.à r.l. qui est régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après, la Société), et en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après, la Loi), ainsi que par les présents statuts (ci-après, les Statuts).

Art. 2. La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, au Grand Duché de Luxembourg et à l'étranger.

La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, et participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise. Elle peut également acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les faire mettre en valeur et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (notamment par exemple, ses associés ou entités liées).

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune, respectivement par décision du Gérant Unique (tel que défini ci-après) ou du Conseil de Gérance (tel que défini ci-après), ou par une résolution de l'assemblée générale des associés, suivant les dispositions applicables de la Loi.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Le capital social de la Société s'élève à douze mille cinq cent Euro (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et les Statuts.

Art. 6. Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, conformément à l'Article 14 des Statuts.

Art. 7. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. En cas de pluralité de propriétaires d'une part sociale, la Société peut suspendre les droits attachés à ces actions jusqu'à ce qu'un seul propriétaire soit désigné.

Art. 8. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que conformément à l'article 189 de la Loi.

Art. 9. La Société n'est pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 10. La Société est gérée par un gérant unique (ci-après, le Gérant Unique) ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance (ci-après, le Conseil de Gérance). Les gérant(s) ne doit(vent) pas obligatoirement être associé(s). Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une décision de l'associé unique ou des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Art. 11. Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société, sous réserve qu'aient été respectés les termes du présent Article.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts relèvent de la compétence du Gérant Unique ou du Conseil de Gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature de son Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux (2) gérants.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, gérants ou non, associés ou non.

Art. 12. Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminer les responsabilités et rémunérations, le cas échéant, des gérants ou mandataires, la durée de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat.

Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le Conseil de Gérance peut élire un secrétaire, gérant ou non, associé ou non.

Le Conseil de Gérance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le président, le secrétaire ou par tout gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le Conseil de Gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Il est donné à tous les gérants un avis écrit, soit en original, par télécopie ou courrier électronique, de toute réunion du Conseil de Gérance au moins vingt-quatre (24) heures avant la date et heure prévues pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence est mentionnée dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil de Gérance.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil de Gérance sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la tenue de la réunion et approuvent son ordre du jour. Il peut également être renoncé à la convocation par chaque membre du Conseil de Gérance, par écrit donné soit en original, soit par télécopie ou courrier électronique.

Un gérant peut en représenter un autre au Conseil de Gérance, et un gérant peut représenter plusieurs gérants.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations, et toute décision du Conseil de Gérance requiert la majorité simple des membres du Conseil de Gérance.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par chacun des membres du Conseil de Gérance.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance duquel il ressort que des bénéfices suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

Art. 13. Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) à raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ou autres résolutions spécifiques définies par la loi ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le Gérant Unique, ou le Conseil de Gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social de la Société.

Art. 17. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net sont affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais doivent être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net peut être distribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation dans la Société.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'(es) associé(s) qui détermine(nt) leurs pouvoirs et rémunération.

Au moment de la dissolution de la Société, toute distribution aux associés se fait en application du dernier alinéa de l'Article 17.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre, 2015.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, toutes les parts sociales ont été souscrites et intégralement libérées en valeur nominale par apport en numéraire comme suit:

Souscripteur	Parts sociales	Libération
Mr. António Diogo Carreira Da Cunha Belo Santos, prénommé	12.500	EUR 12.500,-
Total	12.500	EUR 12.500,-

Le montant de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) a été intégralement libéré en numéraire et se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille euros (EUR 1.000,-).

Décisions de l'associé unique

L'associé unique a pris les résolutions suivantes:

1. La/les personne(s) suivante(s) est/sont nommée(s) gérant(s) de la Société pour une durée indéterminée:

- Mr. António Diogo Carreira Da Cunha Belo Santos, prénommé;

- Mr. Manuel Mouget, né le 6 janvier 1977, à Messancy, Belgique, résidant 7 rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. L'adresse du siège social est fixée au 7 rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses noms, prénoms, état et demeure, celui a signé le présent acte avec Nous, notaire.

Signé: Carreira Da Cunha Belo Santos, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 9 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/17872. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €)

Le Receveur (signé): Carole Frising.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 12 juin 2015.

Référence de publication: 2015089582/319.

(150102153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Data Host S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12C, impasse Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 197.605.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le deuxième jour du mois de juin.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

M. Magdi Houry, né le 16 décembre 1954 à Le Caire, Egypte, résidant au 541, chemin de la Tour de Laure, F-06370 Mouans-Sartoux, France,

ici représenté par Madame Annick Braquet, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 18 mai 2015.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée qui est régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après, la Société), et en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après, la Loi), ainsi que par les présents statuts (ci-après, les Statuts).

Art. 2. La société a pour objet, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, l'hébergement des systèmes et infrastructures informatiques, la gestion et le traitement de données, le transfert de données enregistrées dans les systèmes informatiques, l'installation et la maintenance de systèmes informatiques et de réseaux de communication.

La société aura, entre autres, pour vocation la prestation de services, l'achat, la vente et le développement de tous produits en matière de communication et de transfert de données.

La société a également pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, et notamment l'acquisition de propriété intellectuelle de toute nature, incluant les brevets et licences, leur gestion, leur mise en valeur et leur réalisation, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toutes activités et toutes opérations généralement quelconques, se rattachant directement ou indirectement à son objet.

De manière générale, la société peut prendre toutes mesures et pourra faire toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension au Luxembourg et à l'étranger, notamment en empruntant, en toutes monnaies, par voie d'émission et d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question à l'alinéa précédent.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a comme dénomination «DATA HOST S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune, respectivement par décision du Gérant Unique (tel que défini ci-après) ou du Conseil de Gérance (tel que défini ci-après), ou par une résolution de l'assemblée générale extraordinaires des associés, tel que requis par les dispositions applicables de la Loi.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social de la Société s'élève à EUR 12.500,00 (douze mille cinq cents euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1 (un Euro) chacune.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et les Statuts.

Art. 7. Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, conformément à l'article 16 des Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, conformément à l'article 19.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que conformément à l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un (ci-après, le Gérant Unique) ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance (ci-après, le Conseil de Gérance) composé de 1 (un) ou plusieurs gérants de catégorie A et de 1 (un) ou plusieurs gérants de catégorie B. Le(s) gérant(s) ne doit(vent) pas obligatoirement être associé(s). Le(s) gérant(s) peut(vent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Art. 13. Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société, sous réserve qu'aient été respectés les termes du présent article.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts relèvent de la compétence du Gérant Unique ou du Conseil de Gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature individuelle de son Gérant Unique ou, en présence d'un Conseil de Gérance, comme défini par l'assemblée générale des associés.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, gérants ou non, associés ou non.

Art. 14. Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminer les responsabilités et rémunérations, le cas échéant, des gérants ou mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat.

Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le Conseil de Gérance peut élire un secrétaire, gérant ou non, associé ou non.

Le Conseil de Gérance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le président, le secrétaire ou par deux (2) gérants au lieu indiqué dans la notice de convocation. Le Conseil de Gérance peut valablement délibérer et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Un gérant peut en représenter un autre au Conseil de Gérance, et un gérant peut représenter plusieurs gérants.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres en ce compris au moins 1 (un) gérant de catégorie A et 1 (un) gérant de catégorie B est présente ou représentée par procurations, et toute décision du Conseil de Gérance requiert la majorité simple comprenant l'approbation d'au moins 1 (un) gérant de catégorie A et de 1 (un) gérant de catégorie B.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Les décisions prises peuvent être documentées dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par tous les membres du Conseil de Gérance.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 16. Le(s) associé(s) exerce(nt) tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 17. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 18. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le Gérant Unique, ou le Conseil de Gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social de la Société.

Art. 19. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net sont affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais doivent être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net peut être distribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation dans la Société.

Art. 20. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'(es) associé(s) qui détermine(nt) leurs pouvoirs et rémunération.

Au moment de la dissolution de la Société, toute distribution aux associés se fait en application de l'article 19.

Art. 21. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ont été souscrites et intégralement libérées en valeur nominale par apport en numéraire comme suit:

Souscripteur	Parts sociales	Libération
- M. Magdi Houry, prénommé	12.500	EUR 12.500
Total:	12.500	EUR 12.500

Le montant de EUR 12.500,00 (douze mille cinq cents euros) a été intégralement libéré en numéraire et se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ EUR 1.200.-.

Décisions de l'associé unique

L'associé unique a pris les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée gérant unique de la Société pour une durée indéterminée:
- M. Magdi Houry, prénommé.
2. L'adresse du siège social est fixée au 12C, impasse Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 5 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/17531. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 15 juin 2015.

Référence de publication: 2015089509/152.

(150102691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Arre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 133, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 197.607.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze, le trois juin.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

Ont comparu:

1) Madame Mireille BLEY, épouse RAHME, demeurant à L-1511 Luxembourg, 133, avenue de la Faïencerie, née à Luxembourg, le 31 mai 1961.

2) Monsieur Christopher RAHME, demeurant à L-2629 Luxembourg, 6, rue de Tubis, né à Jeddah, Arabie Saoudite, le 15 décembre 1984.

3) Monsieur Félix RETTER, demeurant à L-2550 Luxembourg, 85, avenue du X Septembre, né à Luxembourg, le 24 novembre 1989.

4) Monsieur Abdellatif AMAR, demeurant à L-2680 Luxembourg, 53, rue de Vianden, né à Tizi-Ouzou, Algérie, le 20 août 1980.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer par les présentes.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par les propriétaires des parts ci-après créées une société à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois y relatives et par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'un restaurant bar avec débit de boissons alcooliques et non-alcooliques.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 3. La société prend la dénomination de "ARRE S.à r.l. ".

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Elle commence à compter du jour de sa constitution.

Art. 6. Le capital social est fixé à EUR 12.500.- (DOUZE MILLE CINQ CENTS euros) représenté par 100 (CENT) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125.- (CENT VINGT-CINQ EUROS) chacune.

Art. 7. Les cessions de parts sociales sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. La société n'est pas dissoute par le décès d'un associé.

Art. 9. Les créanciers personnels, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants qui sont nommés par l'assemblée générale des associés, laquelle fixe la durée de leur mandat.

A moins que l'assemblée n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

En cas de gérant unique, la société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, les pouvoirs de signature seront déterminés par l'assemblée générale des associés/par l'associé unique lors de la nomination des gérants.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Aussi longtemps que la société ne compte qu'un seul associé, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer.

Les décisions de l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, sont consignées dans un registre tenu au siège social.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui (eux) au nom de la société.

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugés nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le trente-et-un décembre deux mille quinze.

Souscription et libération

Les CENT (100) parts sociales sont souscrites comme suit:

1) Madame Mireille RAHME-BLEY, prénommée:	
VINGT parts sociales	20
2) Monsieur Christopher RAHME, prénommé:	
TRENTE-ET-UNE parts sociales	31
3) Monsieur Félix RETTER, prénommé:	
VINGT-NEUF parts sociales	29
4) Monsieur Abdellatif AMAR, prénommé:	
VINGT parts sociales	20
TOTAL: CENT parts sociales	100

Toutes les parts ont été entièrement libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de EUR 12.500.- (DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément

Assemblée générale des associés

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale et ont pris les décisions suivantes:

1. Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

- *Gérant technique:*

Monsieur Christopher RAHME, prénommé.

- *Gérant administratif:*

Monsieur Félix RETTER, prénommé.

Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée par la signature conjointe des deux gérants.

2. Le siège social est fixé à L-1511 Luxembourg, 133, avenue de la Faïencerie.

Évaluation des frais.

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ EUR 1.200.-.

Remarque

Avant la clôture des présentes, le notaire instrumentant a attiré l'attention des constituants sur la nécessité d'obtenir des autorités compétentes les autorisations requises pour exercer les activités plus amplement décrites comme objet social à l'article deux des présents statuts.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. BLEY, C. RAHME, F. RETTER, A. AMAR et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 5 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/17551. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 15 juin 2015.

Référence de publication: 2015089382/106.

(150102651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Silifloor Lux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4710 Pétange, 38, rue d'Athus.

R.C.S. Luxembourg B 145.133.

Les Comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015089896/9.

(150102232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Alpha Real Estate (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 136.142.

Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung nebst gesetzlich vorgeschriebenen Anhängen für das Geschäftsjahr endend zum 31. Dezember 2014 wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 15. Juni 2015.

Für die Gesellschaft

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2015094903/13.

(150106039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.
